PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE GABONAISE
Union-Travail-Justice

Loi n°_____/2018
déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2019.

Le Parlement a délibéré et adopté ;

Le Président de la République, Chef de l'Etat, promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er : La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 47 de la Constitution et des dispositions de l'article 10 de la loi organique n°20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, détermine les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2019.

PREMIERE PARTIE : DES CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE I : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE PREMIER : DES IMPOTS ET RESSOURCES AUTORISES

A- De l'autorisation de perception des ressources

Article 2 : Le Gouvernement est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi en vue de couvrir les charges de l'Etat présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent de l'application des dispositions du Code Général des Impôts, du Code et du Tarif des Douanes de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, en abrégé C.E.M.A.C, des emprunts, des dons prévus en 2019 et des autres produits autorisés par les textes en vigueur ou résultant des décisions de justice ou des conventions.

Article 3 : Les impôts et taxes en vigueur affectés aux collectivités locales et aux organisations communautaires restent applicables.

B- Des dispositions fiscales

Article 4 : Les dispositions du Code général des impôts actuellement en vigueur sont modifiées ainsi qu'il suit :

LIVRE 1 : IMPOTS SUR LES BENEFICES ET REVENUS

TITRE1 : IMPOT SUR LES SOCIETES

CHAPITRE 1 : Champ d'application de l'impôt

Section 3 : Territorialité

« Article 7 nouveau : Sous réserve des dispositions des conventions internationales, les bénéfices passibles de l'impôt sur les sociétés sont déterminés en tenant compte des bénéfices obtenus dans les entreprises exploitées ou sur les opérations réalisées au Gabon.

Il en est de même de la plus-value réalisée lors du transfert de droits sociaux de personnes dont l'actif est constitué majoritairement de tels droits ou de droits détenus directement ou indirectement dans une société située au Gabon.

La société située au Gabon dont les droits sont cédés est tenue d'informer l'administration fiscale des cessions visées aux alinéas précédents, dans un délai d'un mois à compter de leur réalisation.

Le défaut d'information expose la société à l'application des dispositions des articles P-985 et suivants du présent code, relatives à la solidarité de paiement. »

(Le reste sans changement)

CHAPITRE 2 : Bénéfices imposables

Section 1 : Définition du bénéfice

« Article 8 nouveau : Le bénéfice imposable est le bénéfice net déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par les entreprises au cours de la période servant de base à l'impôt, y compris notamment les cessions d'éléments quelconques de l'actif, soit en cours, soit en fin d'exploitation. Il inclut les revenus tirés de la participation à un groupement d'intérêt économique et correspondant aux droits détenus par la société dans le capital dudit groupement.

Le bénéfice net est constitué par la différence entre les valeurs de l'actif net à la clôture et à l'ouverture de la période dont les résultats doivent servir de base à l'impôt, diminuée des suppléments d'apport et augmentée des prélèvements effectués au cours de cette période par les associés. L'actif net s'entend de l'excédent des valeurs d'actif sur le total formé au passif par les créances des tiers, les amortissements et les provisions justifiés.

Les stocks sont évalués au prix de revient. Si le cours du jour est inférieur au prix de revient, l'entreprise doit constituer une provision pour dépréciation de stocks.

Les travaux en cours sont évalués au prix de revient. »

CHAPITRE 4 : Liquidation de l'impôt

Section 3 : Calcul de l'impôt

« **Article 16 nouveau :** Pour le calcul de l'impôt sur les sociétés, le bénéfice imposable est arrondi au millier de franc CFA inférieur.

Le taux est fixé à 30%.

Ce taux est porté à 35% pour les entreprises du secteur pétrolier et minier. Il est ramené à 25% pour :

- les sociétés détentrices de titres de propriété intellectuelle ;
- la Banque Gabonaise de Développement ;
- les entreprises de promotions immobilières agréées pour l'aménagement des terrains à bâtir en zone urbaine et pour la construction de logements socio-économiques ;
- les établissements publics ;
- les associations et collectivités sans but lucratif visées à l'article 5 alinéas 8 et 9 ;
- les entreprises du secteur touristique agréées conjointement par les ministres chargés des Finances et du Tourisme ;

L'impôt sur les sociétés est diminué, le cas échéant, dans la limite de cet impôt :
du crédit d'impôt correspondant à 5 % du montant hors taxes de l'investissement pendant une période de 5 ans, pour les investissements touristiques inférieurs à 300.000.000 FCFA agréés par le Ministre chargé du tourisme et le Ministre chargé des finances.

Les dispositions de l'article 16- a) sont abrogées.

(**Le reste sans changement**)

TITRE 2 : IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES

CHAPITRE 2 : Revenus imposables

Section 1 : Détermination des bénéfices ou des revenus nets des diverses catégories de revenus

Sous-section 2 : Traitements, salaires, pensions, et rentes viagères

B- Exemptions

« **Article 91 ter. nouveau :** Les indemnités de licenciement et les indemnités de services rendus entrent dans la catégorie des indemnités de rupture du contrat de travail prévues par les articles 70 et suivants du Code du travail.

L'indemnité de services rendus est versée :

- au travailleur faisant valoir ses droits à la retraite ;
- aux ayants droit du travailleur décédé ;
- au travailleur démissionnaire dans le cadre d'un départ volontaire.

L'indemnité de licenciement est versée à l'employé en cas de rupture du contrat de travail à l'initiative de l'employeur.

L'indemnité de licenciement et l'indemnité de services rendus ne sont pas cumulables.

L'indemnité de services rendus est imposable dans les conditions suivantes :

- en cas de départ à la retraite : imposable à 50 % entre les mains du bénéficiaire ;
- en cas de décès : imposable à 50 % entre les mains des ayants droit du travailleur décédé ;
- en cas de démission : imposable à 100 % entre les mains du bénéficiaire, sauf si le salarié apporte la preuve que sa démission est due à un comportement fautif de son employeur. Dans ce cas, l'indemnité reçue est exonérée de l'impôt sur les salaires et suit le sort fiscal de l'indemnité de licenciement.

L'indemnité transactionnelle ou indemnité dite de bonne séparation est imposable à 50% entre les mains du bénéficiaire.

L'indemnité de licenciement est exonérée d'impôt sur les salaires, de même que les indemnités de licenciement ou de départ volontaire, versées dans le cadre d'un plan social.

(Le reste sans changement)

Sous-section 3 : Revenus des capitaux mobiliers

Paragraphe 7 : Régime des sociétés bénéficiaires des revenus de capitaux mobiliers

Article 98.2 a) alinéa 2 – Sont considérés comme revenus distribués, les bénéfices ou produits mis en réserve pendant une durée de trois ans (abrogé).

(**Le reste sans changement**)

TITRE 3 : DISPOSITIONS COMMUNES A L'IS ET A L'IRPP

CHAPITRE 2 : Obligations des entreprises

Section 1 : Déclaration des commissions, honoraires et bénéfices distribués aux associés

« Article 189 alinéa 1er nouveau : Les personnes physiques ou morales qui, à l'occasion de l'exercice de leur profession commerciale, industrielle, artisanale, agricole ou non commerciale versent à des tiers des commissions, courtages, ristournes commerciales ou autres, vacations, honoraires occasionnels ou non, droits d'auteur ou d'inventeur,

gratifications et autres rémunérations doivent déclarer ces sommes ainsi que la liste de leurs achats par fournisseurs et par exercice au centre des impôts dont ils dépendent. »

(Le reste sans changement)

Titre 1 : Taxe sur la Valeur Ajoutée

CHAPITRE 1 : champ d'application

Section 1 : Personnes imposables

« Article 208 alinéa 1er nouveau : Les personnes visées à l'article 207 ci-dessus, soumises à l'IS ou à l'IRPP, qu'elles soient ou non immatriculées, sont redevables de la TVA si le chiffre d'affaires hors taxes s'établit à 150.000.000 FCFA.

Article 208 alinéa 2 nouveau : Une possibilité d'option pour l'assujettissement à la TVA est autorisée pour les nouveaux contribuables susceptibles de réaliser un chiffre d'affaires équivalent au seuil dès la première année d'exercice.

Article 208 alinéa 3 nouveau : Dans tous les cas, l'exercice de cette option est subordonné aux conditions suivantes :

- faire la demande expresse auprès du centre des impôts dont il dépend ;
- être soumis au régime réel d'imposition ;
- ne pas avoir fait l'objet, dans le délai de prescription, de pénalités d'assiette ou de recouvrement en matière de TVA ;
- présenter des garanties de solvabilité.

En cas de défaillance du contribuable dument constatée, l'option visée ci-dessus peut être remise en cause par l'administration.

Une instruction fiscale fixe les modalités de mise en œuvre de l'option. »

(Le reste sans changement)

CHAPITRE 3 : Modalités pratiques

Section 2 : Liquidation et recouvrement

« Article 238 nouveau : La TVA perçue à l'importation est liquidée par l'Administration des Douanes et des Droits Indirects. Son recouvrement est assuré par le comptable du Trésor. La TVA à l'importation doit être obligatoirement déclarée et versée avant l'enlèvement de la marchandise.

Pour bénéficier de la déduction de la TVA, l'assujetti doit fournir pour chaque opération :

- une déclaration en douane mentionnant son NIF ;
- une quittance délivrée par le service de recouvrement donnant le montant de la TVA acquittée.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, les entreprises visées à l'article 243 ter ci-dessous, sont dispensées du paiement de la TVA avant l'enlèvement de la marchandise. »

« Article 243 ter : Les entreprises industrielles et exportatrices sont autorisées à procéder au paiement différé de la TVA afférente aux importations de biens, notamment les matériels, les équipements, les machines industrielles et les pièces détachées dont la valeur totale excède 100.000.000 FCFA.

Le bénéfice de la procédure de paiement différé de la TVA à l'importation est subordonné à la satisfaction par chacune des entreprises visées à l'alinéa précédent des conditions cumulatives ci-après :

- être à jour de ses obligations déclaratives et de paiement des impôts, droits et taxes ;
- être à jour de ses obligations douanières ;
- disposer d'un crédit d'enlèvement en relation avec un commissionnaire agréé par les services des Douanes et des Droits Indirects.

Sont exclues du mécanisme de paiement différé de TVA à l'importation, les opérations n'ouvrant pas droit à déduction.

Le non-respect des dispositions du présent article entraine la perte du bénéfice du mécanisme de paiement différé de la TVA et l'assujettissement aux obligations de droit commun, sans préjudice des sanctions prévues par le Code Général des Impôts et le Code des Douanes de la CEMAC.

Un arrêté du ministre chargé de l'Economie précise les modalités pratiques de mise en œuvre de la procédure de paiement différé de la TVA à l'importation. »

LIVRE 3 : IMPOTS ET TAXES DIVERSES

TITRE 4 : TAXES DIVERSES

CHAPITRE 7 : Taxe à la charge des lotisseurs

Les articles 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400 sont abrogés.

LIVRE 4 : DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE

TITRE 1 : DROITS D'ENREGISTREMENT

CHAPITRE 8 : Fixation des droits

Section 2 : Actes soumis aux droits proportionnels

Sous-section 1 : Actes soumis au droit proportionnel de 1%

« Article 573 nouveau : Sont enregistrés aux droits proportionnels de 1%, les actes de formation, prorogation de sociétés, les actes d'augmentation du capital des sociétés par incorporation des réserves et au moyen d'apports en nature qui ne contiennent pas transmission de biens meubles ou immeubles, entre les associés ou autres personnes. »

(Le reste sans changement)

Sous-section 2 : Actes soumis au droit proportionnel de 3%

« Article 583 nouveau : Les cessions d'actions, de parts de fondateurs ou de parts bénéficiaires, les cessions de parts d'intérêts dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions et les cessions d'obligations négociables des sociétés et de toute autre personne morale sont assujetties à un droit de 3 %.

Sont également soumises au droit de 3%, les cessions des droits sociaux de personnes dont l'actif est constitué majoritairement de tels droits ou de droits détenus directement ou indirectement dans une société située au Gabon.

La société située au Gabon dont les droits sont cédés est tenue d'informer l'administration fiscale des cessions visées aux alinéas précédents, dans un délai d'un mois à compter de leur réalisation.

Le défaut d'information expose la société à l'application des dispositions des articles P-985 et suivants du présent code, relatives à la solidarité de paiement. **»**

(Le reste sans changement)

LIVRE 5 : PROCEDURES FISCALES

TITRE I : ASSIETTE DE L'IMPOT

CHAPITRE UNIQUE : Obligations des contribuables

Section 1 : Obligations déclaratives

Sous-section 1 : Principe général

« Article P-818 bis alinéa 3 : Le défaut d'adhésion aux téléprocédures pour les entreprises visées à l'alinéa précédent est sanctionné d'une amende de 5.000.000 FCFA par an pour compter de l'exercice au titre duquel le seuil a été atteint. »

(Le reste sans changement)

TITRE V : CONTENTIEUX DE L'IMPOT

CHAPITRE 1 : Contentieux de l'imposition

Section 1 : Procédure préalable auprès de l'Administration

Sous-section 5 : Instruction des réclamations

« Article P-1048 alinéa 3 : Tout document comptable ou extracomptable sollicité par l'administration fiscale et non produit par le contribuable pendant les opérations de vérification, est irrecevable en phase contentieuse.

Le défaut de production du document visé à l'alinéa précédent est constaté par procès verbal. »

II- DISPOSITIONS NON CODIFIEES

A- Dispositions relatives à la Procédure Spéciale d'Aide à la Régularisation Fiscale

« Article 1er : Par l'effet des dispositions de la présente loi, il est institué, pour la période allant du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019, une procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale.

Cette procédure, sans application de sanction, concerne les contribuables qui ont un passif fiscal latent et qui se présentent spontanément auprès des services fiscaux.

Pour les exercices ouverts avant le 1er janvier 2019 les contribuables peuvent introduire leur demande de régularisation fiscale jusqu'au 31 décembre 2019.

Article 2 : Sont éligibles à la procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale, les contribuables qui :

- n'ont jamais souscrit de déclaration d'existence ;
- ont souscrit une déclaration d'existence non suivie de déclarations périodiques ;
- étant régulièrement immatriculés et ayant découvert des erreurs ou omissions dans les déclarations fiscales servant de base au calcul de l'impôt dont ils sont redevables, se présentent spontanément auprès des services fiscaux compétents pour procéder à la régularisation de leur situation fiscale.

Article 3 : Par dérogation aux articles P-992 à P-994 du Code Général des Impôts, les régularisations des situations fiscales opérées en application de la présente loi emportent extinction des obligations fiscales des contribuables bénéficiaires exigibles au titre de la période visée à l'article 1er ci-dessus.

Article 4 : Sans préjudice des dispositions de l'article 3 ci-dessus, le bénéfice de la procédure d'aide à la régularisation ne fait pas obstacle au contrôle par l'administration des bases d'imposition déclarées spontanément par le contribuable.

Article 5 : Les contribuables en cours de vérification ne peuvent bénéficier de la procédure spéciale de régularisation.

Article 6 : Les contribuables admis à la procédure spéciale de régularisation sont tenus de respecter toutes leurs obligations fiscales pour les périodes ultérieures sous peine de révocation des avantages consentis. »

(Le reste sans changement)

B- Dispositions relatives à la Taxe sur les Transferts de Fonds

« Article 19 nouveau : Les dispositions de l'article 14 de la loi n°26/2008 du 17 décembre 2008 modifiant certaines dispositions de la loi n°36/2007 du 23 janvier 2008 les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2008 sont modifiées ainsi qu'il suit :

(**Le reste sans changement**)

« Article 12 nouveau : Le fait générateur et l'exigibilité de la taxe sont constitués par la remise des espèces à transférer, les virements bancaires, à l'exclusion des frais annexes et des commissions supportées par le donneur d'ordre. »

(Le reste sans changement)

C- Dispositions relatives au Droit de Timbre sur transactions électroniques

« Article 27 nouveau : L'Autorité monétaire déléguée nationale est chargée de veiller au respect des dispositions des articles 23, 25 et 26.

Un arrêté du Ministre chargé de l'Economie détermine les modalités pratiques de perception du droit de timbre sur les transactions de monnaie électronique. »

D- Taxe sur les Transactions Financières par Voie Electronique

Article 5 : Il est institué une Taxe sur les Transactions par Voie Electronique, dénommée Taxe sur les Transactions Financières par Voie Electronique.

Article 6 : La Taxe sur les Transactions Financières par Voie Electronique est due sur toutes les transactions financières réalisées en République gabonaise.

Article 7 : On entend par transactions financières par voie électronique, toute opération de dépôt, retrait, paiement, transfert d'argent ou de crédit téléphonique effectuée par le biais d'un téléphone mobile.

Article 8 : Sont redevables de la Taxe sur les Transactions Financières par Voie Electronique, toutes les personnes physiques ou morales disposant d'un compte de monnaie électronique ouvert auprès d'un opérateur de téléphonie mobile.

Article 9 : Le fait générateur et l'exigibilité de la taxe sont constitués par la réalisation de la transaction financière.

Article 10 : La taxe est calculée sur la valeur de la transaction financière.

Article 11 : Le taux de la taxe est fixé à 10%.

Article 12 : Les opérations d'assiette, de contrôle et de recouvrement relèvent de la compétence exclusive de la Direction Générale des Impôts.

Les redevables chargés de collecter la taxe sont tenus de mettre à la disposition de la Direction Générale des Impôts tous documents permettant de retracer les opérations de transfert effectuées.

Article 13 : Les opérateurs de téléphonie mobiles sont chargés de collecter la taxe et d'en reverser le produit à la caisse du receveur des impôts territorialement compétent au plus tard le 20 de chaque mois.

Le paiement est accompagné d'une déclaration établie en double exemplaire sur un imprimé fourni par l'administration.

La déclaration doit notamment indiquer :

- la période des transactions;
- le nombre et la valeur des transactions;
- le montant de la taxe due.

Article 14 : Les dispositions du CGI relatives aux obligations des redevables, au recouvrement, au contrôle, aux sanctions et au contentieux de la TVA sont applicables à la Taxe sur les Transactions Financières par Voie Electronique.

Article 15 : Pour l'exercice budgétaire 2019, la recette créée par les dispositions de l'article 5 ci-dessus de la présente loi est affectée au profit du Fonds Mutuel pour l'Emploi.

E- Contribution pour les Ordures Ménagères

Article 16 : Il est institué une taxe pour le ramassage des ordures ménagères, le balayage des rues et le curage des caniveaux, dénommée Contribution pour les Ordures Ménagères.

Article 17 : La Contribution pour les Ordures Ménagères est due sur les consommations d'électricité en République Gabonaise.

Article 18 : Sont redevables de la Contribution pour les Ordures Ménagères, toutes les personnes physiques ou morales disposant d'un contrat d'abonnement d'électricité.

Article 19 : Le fait générateur et l'exigibilité de la taxe sont constitués par le paiement de la facture d'électricité.

Article 20 : La contribution est calculée sur le montant hors taxes de la facture.

Article 21 : Le taux de la taxe est fixé à 7%.

Article 22 : Les opérations d'assiette, de contrôle et de recouvrement relèvent de la compétence exclusive de la Direction Générale des Impôts.

Les distributeurs d'électricité sont chargés de collecter la taxe et de mettre à la disposition de la Direction Générale des Impôts tous documents permettant de retracer les consommations d'électricité pour la détermination des bases d'imposition.

Article 23 : Les distributeurs d'électricité sont chargés de collecter la taxe et d'en reverser le produit à la caisse du receveur des impôts territorialement compétent au plus tard le 20 de chaque mois.

Le montant ainsi reversé correspond aux prélèvements opérés sur les consommations du mois précédent.

Le paiement est accompagné d'une déclaration établie en double exemplaire sur un imprimé fourni par l'administration.

La déclaration doit notamment indiquer :

- la période des consommations;
- le volume et le prix des consommations;
- le montant de la contribution due.

Article 24 : Les dispositions du CGI relatives aux obligations des redevables, au recouvrement, au contrôle, aux sanctions et au contentieux de la TVA sont applicables à la Contribution pour les Ordures Ménagères.

Article 25 : Le produit de la présente taxe fait l'objet d'une affectation au ramassage des ordures ménagères, balayage des rues et au curage des caniveaux. La recette générée par cette taxe ne peut être compensée par des créances des redevables sur l'Etat. »

F- Contribution sur les hautstraitements des agents publics

Article 26 : Il est institué une retenue sur les traitements des agents publics dénommée Contribution sur les Traitements des agents publics.

Article 27 : La Contribution sur les Traitements des agents publics est due par tous les agents publics de l'Etat percevant un traitement brut mensuel supérieur ou égal à 1 000 000 FCFA.

Article 28 : L'Etat employeur est tenu d'effectuer mensuellement une retenue à la source sur les traitements versés aux agents visés à l'article 26 ci-dessus, au titre de la Contribution sur les Traitements des agents publics.

Article 29 : La retenue est effectuée selon les modalités ci-après :

- 10% pour les traitements compris entre 1 000 000 FCFA et 1 499 999 FCFA ;
- 15% pour les traitements compris entre 1 500 000 FCFA et 2 000 000 FCFA ;
- 20% pour les traitements supérieurs à 2 000 000 FCFA. »

III-DISPOSITIONS DIVERSES

Article 30 : Par l'effet des dispositions de la présente loi, toutes les exonérations d'impôts, droits et taxes sont abrogées, à l'exception de celles relatives au secteur touristique et aux zones économiques à régime privilégié.

C- Des dispositions douanières

Article 31 : Par l'effet des dispositions de la présente loi, toutes les exonérations des droits et taxes des douanes sont supprimées à l'exception de celles relatives aux dispositions du Code des Douanes de la CEMAC, au secteur touristique et aux zones économiques à régime privilégié.

Conformément au Code des douanes de la CEMAC, les importations des produits pétroliers s'effectuent sous le régime douanier de l'entrepôt spécial d'hydrocarbures.

CHAPITRE II- DE L'EVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Article 32 : Les recettes budgétaires sont évaluées et arrêtées à **deux mille cent cinquante milliards deux cent soixante-dix-huit millions quatre cent neuf mille quatre-vingt (2.150.278.409.080) FCFA dont trois milliards quatre cent cinquante-sept millions sept cent soixante-dix mille (3.457.770.000) FCFA** au titre des dons.

Ces recettes sont réparties ainsi qu'il suit (en millions de FCFA) :

Tableau synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires

	LFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
RECETTES BUDGETAIRES			Valeur	%
Titre 1 : Recettes fiscales	1 212 926	1 393 116	180 191	14,86%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	2 220	3 458	1 238	55,74%
Titre 3 : Cotisations sociales	37 274	41 340	4 066	10,91%
Titre 4 : Autres recettes	789 761	712 364	- 77 396	-9,80%
TOTAL RECETTES	**2 042 181**	**2 150 278**	**108 098**	**5,29%**

Le détail de ces recettes, sans affectation préalable, se présente en millions de FCFA, comme suit :

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires (1/3)

Article	Nature de la recette	PLFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
				Valeur	%
	TITRE 1 : RECETTES FISCALES	**1 212 926**	**1 393 116**	**180 191**	**14,86%**
0.100	**Impôts sur les sociétés**	**274 575**	**367 324**	**92 749**	**33,78%**
0.103	Sociétés pétrolières	51 869	105 440	53 571	103,28%
0.104	Sociétés minières	63 160	65 860	2 700	4,27%
0.105	Retenues à la source	20 471	25 127	4 656	22,74%
0.119	Autres sociétés	139 074	170 898	31 823	22,88%
0.120	**Impôts sur les personnes**	**148 527**	**176 837**	**28 310**	**19,06%**
0.121	Impôts sur le revenu des personnes physiques	47 964	58 375	10 411	21,71%
0.124	Acomptes versés par les salariés	66 104	59 581	-6 523	-9,87%
	Contribution sur les hauts revenus	0	30 000	30 000	-
0.127	Taxe complémentaire sur les salaires	34 408	28 831	-5 577	-16,21%
0.128	Impôts forfaitaires sur le revenu	51	50	-1	-1,33%
12.20	**Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers**	**19 415**	**23 907**	**4 492**	**23,13%**
0.130	**Taxe de formation professionnelle**	**4 191**	**2 296**	**-1 895**	**-45,20%**
0.160	**Droits et taxes sur la propriété**	**53 615**	**36 932**	**-16 683**	**-31,12%**
0.141	Taxes sur les terrains et valeurs locatives	0	0	0	-
0.147	Droits de mutations	18 965	22 429	3 465	18,27%
0.163	Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	34 650	14 503	-20 148	-58,15%
0.180	**Taxes sur les biens et services**	**357 978**	**446 048**	**88 071**	**24,60%**
0.181	Redevance d'Usure de la Route	16 766	17 939	1 174	7,00%
0.183	Taxe sur les carburants	4 094	1 558	-2 535	-61,93%
0.184	Taxe sur la valeur ajoutée	223 447	334 610	111 164	49,75%
0.186	Droits d'accises	18 312	19 227	916	5,00%
0.188	Taxe sur les jeux de hasard	800	920	120	15,00%
0.189	Taxe sur les Transferts	8 100	10 530	2 430	30,00%
0.156	Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	22 531	8 133	-14 398	-63,90%
0.190	Contribution Spéciale de solidarité	19 911	18 523	-1 388	-6,97%
	Redevance audiovisuelle	1 972	1 899	-73	-3,70%
	Taxe sur les vehicules de luxe	2 061	2 643	582	28,23%
	Taxe immatriculation personnalisée	460	497	37	8,00%
	Timbre sur les transactions de monnaie électronique	0	7 880	7 880	-
	Taxe sur les transactions électroniques	0	5 000	5 000	-
	Redevance Universelle	14 879	2 394	-12 485	-83,91%
	Contribution Spéciale de l'Eau	1 300	1 300	0	0,00%
	Contribution Spéciale de l'Electricité	8 000	8 000	0	0,00%
	Ristournes Licence de transports	20	150	130	650,00%
	Ristournes Cartes grises	105	198	93	88,57%
	Ristournes Permis de conduire	27	152	125	462,96%

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires (2/3)

Article	Nature de la recette	PLFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
				Valeur	
	Ristournes DGForêts	6 000	1 500	-4 500	-75,00%
	Amendes DGForêts	400	100	-300	-75,00%
	Ristournes DGPêches et de l'aquaculture	5 400	1 350	-4 050	-75,00%
	Ristournes DGEnvironnement et de la Protection de la nature	140	35	-105	-75,00%
	Ristournes DGMarine Marchande	2 600	650	-1 950	-75,00%
	Ristournes AGASA	654	859	205	31,30%
0.300	**Droits et taxes de douanes**	**317 634**	**313 802**	**-3 832**	**-1,21%**
	Droits et taxes à l'importation	**299 360**	**289 830**	**-9 530**	**-3,18%**
	Taxe communautaire d'Intégration	3 046	3 159	113	3,71%
	Contribution Communautaire d'Intégration	2 728	2 829	101	3,71%
	Prélèvement OHADA	342	355	13	3,71%
	Contribution au financement de l'U.A.	527	547	20	3,71%
	Redevance informatique	16 877	17 040	163	0,97%
	Contentieux (Amendes)	1 174	1 218	44	3,71%
	Travail Extra Legal	40	42	1	3,71%
	Droit de douane import	123 158	117 790	-5 368	-4,36%
	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	129 866	117 919	-11 947	-9,20%
	Droit d'accises	12 260	19 209	6 948	56,67%
	Surtaxe temporaire	67	69	2	3,71%
	Intérêt de crédit	781	846	65	8,32%
	Contribution Spéciale de Solidarité (CSS)	8 406	8 717	312	3,71%
	Magasinage	70	73	3	3,71%
	Contrôle spécifique (instruments de mesure)	17	18	1	3,71%
	Droits et taxes à l'exportation	**18 274**	**23 972**	**5 699**	**31,18%**
0.301	Droit de sortie	15 164	19 598	4 434	29,24%
	Taxe d'abattage	2 988	4 200	1 212	40,55%
	Timbre Douanier	8	10	1	17,12%
	Taxe sur les produits minéraux	113	165	52	45,51%
	Autres recettes fiscales	**36 991**	**25 969**	**-11 023**	**-29,80%**
0.191	Taxes diverses	0	0	0	-
0.138	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	10 363	19 777	9 414	90,85%
0.192	Autres taxes	26 628	6 192	-20 437	-76,75%
0.400	**TITRE 2 : DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS**	**2 220**	**3 458**	**1 238**	**55,74%**
	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	2 220	3 458	1 238	55,74%
	TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES	**37 274**	**41 340**	**4 066**	**10,91%**
	Cotisations retraites (y.c agents publics en détachement)	26 100	30 166	4 066	15,58%
	Cotisations CNAMGS	11 174	11 174	0	0,00%
	TITRE 4 : AUTRES RECETTES	**789 761**	**712 364**	**-77 396**	**-9,80%**
0.210	**Revenus des participations**	**3 251**	**3 413**	**162**	**4,98%**
0.211	Participations dans les sociétés pétrolières	2	1	-1	-30,84%
0.213	Participations dans les autres sociétés	3 249	3 411	162	5,00%
0.250	**Revenus du domaine foncier**	**4 623**	**6 010**	**1 387**	**30,00%**
0.260	**Revenus du domaine pétrolier**	**646 397**	**626 112**	**-20 285**	**-3,14%**
0.261	Redevance pétrolière	273 671	314 564	40 893	14,94%
0.262	Contrat de partage	304 236	269 543	-34 693	-11,40%
0.265	*dont transferts à SOGARA*	*52 190*	46 331	*-5 859*	*-11,23%*
0.263	Redevance supercificiaire	951	1 228	277	29,18%
0.264	Boni sur attribution de permis	67 539	40 776	-26 763	-39,63%
0.270	**Revenus du domaine minier**	**5 081**	**5 327**	**246**	**4,83%**
0.290	**Revenus du domaine forestier**	**7 273**	**8 455**	**1 182**	**16,25%**
0.300	**Recettes diverses non fiscales**	**84 136**	**63 049**	**-21 087**	**-25,06%**
0.310	Recettes de régies (R7 affectées)	28 510	35 311	6 802	23,86%
	. Patentes	4 810	4 762	-48	-1,00%
	. Licences	382	558	176	46,10%
	. Foncier bâti	12 477	7 175	-5 302	-42,49%
	. Foncier non bâti	3 366	3 635	269	8,00%
	. Impôt Synthétique Libératoire	2 766	2 738	-28	-1,00%

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires (3/3)

Article	Nature de la recette	PLFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
				Valeur	
	. Fonds National de l'habitat	4 709	4 442	-266	-5,65%
	. Contribution pour les ordures ménagères	0	12 000	12 000	-
0.339	Autres recettes	55 626	24 422	-31 204	-56,10%
	Ventes de biens et services	**39 000**	**0**	**-39 000**	**-100,00%**
	TOTAL RECETTES PROPRES	**2 042 181**	**2 150 278**	**108 098**	**5%**

CHAPITRE III : DE L'AFFECTATION DES RECETTES

Article 33 : Les recettes affectées aux différentes administrations, suivant le tableau d'affectation ci-dessous, peuvent faire l'objet d'une modification des clés de répartition, par voie réglementaire, sur proposition conjointe des ministres chargés du Budget et de l'Economie.

Tableau d'affectation des recettes (1/3) (en pourcentage)

Nature de la recette	ETAT	COLLOCS	CAS Entr. Routier	CNAMGS	Péréquation COLLOCS	CAS Sport	ANPN	CAS Logement	CAS Audio-Ciné	CAS Form. Prof.	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service Universe	Fonds de l'Eau	Fonds de l'Elect.	Autres
Impôts sur les sociétés																		
Sociétés pétrolières	100																	
Sociétés minières	100																	0
Retenues à la source	100																	0
Autres sociétés	100																	0
Impôts sur les personnes																		
Impôts sur le revenu des personnes physiques	95,32	3,75			0,94													0
Acomptes versés par les salariés	95,36	3,71			0,93													0
Contribution sur les hauts revenus	100																	
Taxe complémentaire sur les salaires	100		0	0														
Impôts forfaitaires sur le revenu	73,65	26,35																
Autres impôts sur les personnes	100																	0
Versements forfaitaires sur les salaires	**100**																	
Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	**100**																	
Taxe de formation professionnelle	**0**									**100**								
Droits et taxes sur la propriété																		
Taxes sur les terrains et valeurs locatives	100																	
Droits de mutations	100																	
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	75																	25
Taxes sur les biens et services																		
Redevance d'Usure de la Route	0		100															
Taxe sur les carburants	0	100																
Taxe sur la valeur ajoutée	100																	
Droits d'accises	69,50					30												0,50
Taxe sur les jeux de hasard	50					30	20											
Taxe sur les Transferts	90			0														10
Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	100		0															
Contribution Spéciale de solidarité	0			100														
Redevance audiovisuelle	0								100									
Taxe sur les vehicules de luxe	100																	
Taxe immatriculation personnalisée	100																	
Timbre sur les transactions de monnaie électronique	80																	20
Taxe sur les transactions électroniques	0																	100
Redevance Universelle	0														100			

Tableau d'affectation des recettes (2/3) (en pourcentage)

Nature de la recette	ETAT	COLLOCS	CAS Entr. Routier	CNAMGS	Péréquation COLLOCS	CAS Sport	ANPN	CAS Logement	CAS Audio-Ciné	CAS Form. Prof	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service Universe	Fonds de l'Eau	Fonds de l'Elect.	Autres
Contribution Spéciale de l'Eau	0															100		
Contribution Spéciale de l'Electricité	0																100	
Ristournes Licence de transports	0																	100
Ristournes Cartes grises	0																	100
Ristournes Permis de conduire	0																	100
Ristournes DG Forêts	0																	100
Amendes DG Forêts	0																	100
Ristournes DG Pêches et de l'aquaculture	0																	100
Ristournes DG Environnement et de la Protection de la nature	0																	100
Ristournes DG Marine Marchande	0																	100
Ristournes AGASA	0																	100
Droits et taxes de douanes																		
Droits et taxes à l'importation																		
Taxe communautaire d'Intégration	0										100							
Contribution Communautaire d'Intégration	0											100						
Prélèvement OHADA	0												100					
Contribution au financement de l'U.A.	0													100				
Redevance informatique	0																	100
Contentieux (Amendes)	0																	100
Travail Extra Legal	0																	100
Droit de douane import	100																	
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	100																	
Droit d'accises	100																	
Surtaxe temporaire	100																	
Intérêt de crédit	100																	
Contribution Spéciale de Solidarité (CSS)	0			100														
Magasinage	0																	100
Contrôle spécifique (instruments de mesure)	0																	100
Ventes aux enchères	0																	100
Droits et taxes à l'exportation	**100**																	
Droit de sortie	100																	
Taxe d'abattage	100																	
Timbre Douanier	100																	
Taxe sur les produits minéraux	100																	
Autres recettes fiscales																		
Taxes diverses	100																	
Pénalités sur le revenu et les bénéfices	0																	100
Autres taxes	100																	

Tableau d'affectation des recettes (3/3) (en pourcentage)

Nature de la recette	ETAT	COLLOCS	CAS Entr. Routier	CNAMGS	COLLOCS Péréquation	CAS Sport	ANPN	CAS Logement	CAS Audio-Form.	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service	Fonds de l'Eau	Fonds de l'Elect.	Autres
II. Recettes non fiscales																	
Revenus des participations																	
Participations dans les sociétés pétrolières	100																
Participations dans les autres sociétés	100																
Revenus du domaine foncier	**100**																
Revenus du domaine pétrolier																	
Redevance pétrolière	100																
Contrat de partage	100																
dont recettes affectées aux fluctuations des prix desproduits raffinés	*100*																
Redevance supercificiaire	100																
Boni sur attribution de permis	100																
Revenus du domaine minier	**100**																
Revenus du domaine forestier	**100**																
Recettes diverses non fiscales																	
Recettes de régies (R7 affectées)																	
. Patentes	0	100															
. Licences	0	100															
. Foncier bâti	0	100															
. Foncier non bâti	0	100															
. Impôt Synthétique Libératoire	0	100															
. Contribution pour les ordures ménagères	0	100															
. Fonds National de l'habitat	0							100									
. Taxe vincinale	100																
Autres (amendes, confiscations et saisies, etc.)	100																
Recettes affectées DG Agriculture	0																100
Redevance Examen et concours	0																100
Ristourne sur Commission-ANBG	0																100
Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTTC	0																100
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	0																100
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	0																100
Ristournes issues des contrôles	0																100
Autres recettes	50																50
Ventes de biens et services	**100**																
DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	**100**																
Remboursements nets des prêts	**100**																
COTISATIONS SOCIALES																	
Cotisations retraites	0																100
Prelèvements sociaux	100																
Cotisations CNAMGS	0			100													

A- *Des dispositions relatives aux collectivités locales*

Article 34 : L'ensemble des ressources des collectivités locales est affecté au financement de l'ensemble de leurs charges.

Article 35 : Pour l'année budgétaire 2019, les prélèvements opérés au profit des collectivités locales sont évalués à **trente-six milliards huit cent trente-huit millions quatre cent soixante-dix mille sept cent quatre-vingt (36.838.470.780) F CFA**, et se répartissent comme suit :

Nature de la recette	***Montant*** *(en millions de FCFA)*		**Ecart LFR 2018/PLF 2019**	
	LFR 2018	**PLFI 2019**	**Valeurs**	**%**
Impôts sur le revenu des personnes physiques	1 797	2 187	390	21,71%
Acomptes versés par les salariés	2 453	2 211	-242	-9,87%
Impôts forfaitaires sur le revenu	13	13	0	-1,33%
Taxe sur les carburants	4 094	1 558	-2 535	-61,93%
Patentes	4 810	4 762	-48	-1,00%
Licences	382	558	176	46,10%
Foncier bâti	12 477	7 175	-5 302	-42,49%
Foncier non bâti	3 366	3 635	269	8,00%
ISL	2 766	2 738	-28	-1,00%
Contribution pour les ordures ménagères		12 000	12 000	-
TOTAL RECETTES	**32 158**	**36 838**	**4 680**	**14,55%**

B- *Des dispositions relatives aux organismes internationaux*

Article 36 : Les recettes ci-après, prélevées au cordon douanier sont rétrocédées directement au profit des organismes communautaires auxquels le Gabon est affilié, en vue de couvrir leurs charges. Elles sont imputées aux comptes correspondants ouverts dans les livres du Trésor.

Il s'agit notamment :

- de la contribution communautaire d'intégration, en abrégé CCI, pour le compte de la CEEAC ;
- de la taxe communautaire d'intégration, en abrégé TCI, pour le compte de la CEMAC ;
- du prélèvement au profit de l'OHADA ;
- de la contribution à l'Union Africaine.

Article 37 : Le montant des prélèvements visés à l'article 36 ci-dessus est évalué à **six milliards huit cent quatre-vingt-dix millions quatre cent trente-cinq mille cinq cent soixante-seize (6.890.435.576) F CFA** au titre de l'année 2019. Il se répartit comme suit :

Titres et catégories	***Montant*** *(en millions de FCFA)*		**Ecart LFR 2018/PLF 2019**	
	LFR 2018	**PLFI 2019**	**Valeurs**	**%**
Contributions Communautaires	***6 644***	***6 890***	246	3,71%
Taxe communautaire d'Intégration	3 046	3 159	113	3,71%
Contribution Communautaire d'Intégration	2 728	2 829	101	3,71%
Prélèvement OHADA	342	355	13	3,71%
Contribution à l'Union Africaine.	527	547	20	3,71%

C- Des dispositions relatives aux budgets annexes et aux comptes spéciaux

Article 38 : Les recettes collectées au profit des comptes spéciaux, en vue de couvrir leurs charges, sont imputées aux comptes correspondants ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

Article 39 : Les comptes d'affectation spéciale, intitulés *Pensions*, *Prestations familiales et sociales, Promotion du sport, Promotion audiovisuelle et cinématographique*, *Formation pour l'emploi et Service universel* sont reconduits.

Article 40 : Il est créé un compte d'affectation spéciale intitulé *Promotion du logement decent* destiné à la construction des logements.

Article 41 : Le compte d'affectation spéciale intitulé *Promomtion du logement décent*, retrace :

En recettes :
- les contributions au fonds national de l'habitat ;

En dépenses :
- le terrassement ;
- l'aménagement ;
- la réalisation des Voiries et Réseaux Divers, en abrégé VRD ;
- le déguerpissement ;
- le réaménagement ;
- la construction des logements.

Article 42 : Il est créé un compte d'affectation spéciale intitulé *Gestion du patrimoine routier et contrôle de la qualité des carburants* destiné à l'entretien routier et au contrôle de la qualité des produits pétroliers.

Article 43 : Le compte d'affectation spéciale intitulé *Gestion du patrimoine routier et contrôle de la qualité des carburants*, retrace :

En recettes :
- la redevance d'usure de la route.

En dépenses :
- l'entretien routier curatif et préventif ;
- le contrôle de la qualité des produits pétroliers, des huiles et lubrifiants sur l'ensemble du territoire.

Article 44 : Pour tous les comptes d'affectation spéciale, à l'exception de ceux relatifs aux *Pensions* et aux *Prestations familiales et sociales*, les frais de gestion ne peuvent excéder 10% des ressources générées par ces comptes.

Article 45 : La part patronale au titre des pensions des agents publics, alimentant le CAS pension pour l'année 2019, est fixée à 31.391.000.000 FCFA**.**

Article 46 : Les ressources collectées au profit des comptes spéciaux visés aux articles 39, 40 et 42, ci-dessus, en vue de couvrir les prestations y relatives, sont imputées aux sous-comptes du Compte Unique du Trésor ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

Article 47 : La création de toute nouvelle recette affectée et de tout prélèvement assimilé est subordonnée à une évaluation préalable de son rendement, de son impact sur l'inflation et de sa contribution à la mise en œuvre de la politique publique visée.

D- Des attributions de produits et autres affectations de recettes

Article 48 : Les recettes tirées de la rémunération de prestations régulièrement fournies par certains services de l'Etat font l'objet d'attribution de produits, conformément aux dispositions en vigueur.

La recette n'est définitivement acquise au bénéficiaire, qu'après réalisation des prestations qui lui incombent.

Article 49 : Les plafonds de dépenses liées aux recettes affectées, fixés par la présente loi de finances, peuvent être levés en cas d'excédent sur les prévisions initiales. La levée de ces plafonds est effectuée par le Responsable de la régulation budgétaire à la demande dûment motivée du bénéficiaire.

Article 50 : Sont bénéficiaires des attributions de produits visées à l'article 33 ci-dessus, les entités ci-après :

BENEFICIAIRES	MONTANT (En millions de FCFA)		Ecart LFR 2018/PLF 2019	
	PLFR 2018	PLFI 2019	Valeur	%
Attributions de Produits et autres recettes affectées	**121 003**	**119 035**	-1 968	-1,63%
DGEL	419	0	-419	-100,00%
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	81	96	15	18,89%
Licence de transports (DGTT)	20	150	130	650,00%
Cartes grises (DGTT)	105	198	93	88,57%
Permis de conduire (DGTT)	27	152	125	462,96%
DG Forêts	6 400	1 600	-4 800	-75,00%
DG Pêches et de l'aquaculture	5 400	1 350	-4 050	-75,00%
DG Environnement et de la Protection de la nature	140	35	-105	-75,00%
DG Marine Marchande	2 600	650	-1 950	-75,00%
DG Douanes (Redevance informatique)	16 877	17 040	163	0,97%
DG Douanes (Contentieux/Amendes)	1 174	1 218	44	3,71%
DG Douanes (Travail Extra Legal)	40	42	1	3,71%
DG Douanes (Magasinage)	70	73	3	3,71%
DG Douanes (Contrôle spécifique (instruments de mesure))	17	18	1	3,71%
DG Impôts (Pénalités sur le revenu et les bénéfices)	10 363	19 777	9 414	90,85%
DG Impôts (contentieux IS)	10 848	0	-10 848	-100,00%
DG Impôts (contentieux IRPP)	6 668	0	-6 668	-100,00%
DG Impôts (contentieux TVA)	6 542	0	-6 542	-100,00%
DG Impôts (contentieux TSIL)	695	3 626	2 931	422,00%
DG Impôts (Autres impôts sur les personnes)	0	0	0	-
DG Impôts (Recettes diverses)	0	12 211	12 211	-
DG Economie (Autorité monétaire)	0	1 053	1 053	-
DG Economie (Autorité monétaire)	0	1 576	1 576	
Redevance Examen et concours	0	1 145	1 145	-
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	0	397	397	-
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	0	101	101	-
Ristournes issues des contrôles	0	600	600	-
CDC	4 709	0	-4 709	-100,00%
CNAMGS (GEF)	19 911	27 240	7 329	36,81%
CNAMGS (Agents Publics)	11 174	11 174	0	0,00%
ANPN	160	184	24	15,00%
Fonds de Péréquation des collectivités	1 062	1 099	37	3,48%
CNEE (Fonds Spéciale Eau)	1 300	1 300	0	0,00%
CNEE (Fonds Spéciale Electricité)	8 000	8 000	0	0,00%
AGASA	654	859	205	31,30%
ANGTI	5 546	0	-5 546	-100,00%
Ristourne sur Commission-ANBG	0	22	22	-
Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTTC	0	1 050	1 050	-
Fonds Mutuel pour l'Emploi	0	5 000	5 000	-

TITRE II : DES PLAFONDS ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES

Article 51 : Les dépenses du budget de l'Etat pour l'année 2019, sont arrêtées à **deux mille quatre-vingt-deux milliards cent soixante et un millions huit cent cinquante-sept mille cent vingt-huit (2.082.161.857.128) F CFA**.

Elles comprennent :

- les dépenses du budget général, arrêtées à **mille neuf cent soixante-neuf milliards quatre-vingt-neuf millions deux cent quatre-vingt mille six cent quatre-vingt-cinq (1.969.089.280.685) F CFA** dont **cent dix-neuf milliards trente-cinq millions dix-sept mille trois cent trente-quatre (119.035.017.334) F CFA** en attribution de produits aux administrations centrales,hors contributions aux organismes communautaires et subventions aux collectivités locales ;
- les dépenses des comptes d'affectation spéciale arrêtées à **cent treize milliards soixante-douze millions cinq cent soixante-seize mille quatre cent quarante-trois (113.072.576.443) F CFA**.

Tableau des plafonds de dépenses et de charges du budget général (1/2)

Titres et catégories	LFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
			Valeur	%
Titre 1. Charges financières de la dette	**231 951**	**251 460**	**19 509**	**8,41%**
Extérieure	**153 647**	**166 178**	**12 532**	**8,16%**
Intérêts sur emprunts extérieurs-courants	**153 647**	**154 178**	**532**	**0,35%**
Bilatéraux	*25 819*	*20 328*	*-5 491*	*-21,27%*
Mutlilatéraux	*23 412*	*32 539*	*9 127*	*38,98%*
Banques	*23 360*	*22 806*	*-554*	*-2,37%*
Marchés Financiers	*81 056*	*78 505*	*-2 550*	*-3,15%*
Intérêts-commissions et frais	**0**	**12 000**	**12 000**	**-**
Pertes sur change	*0*	*8 000*	*8 000*	-
Commission et frais-extérieur DGD	*0*	*4 000*	*4 000*	-
Intérieur	**78 305**	**85 282**	**6 978**	**8,91%**
Intérieurs-DGD	**62 905**	**71 277**	**8 373**	**13,31%**
Intérêts sur emprunts intérieurs-courants	*62 905*	*71 277*	*8 373*	*13,31%*
Banques intérieures	*31 514*	*26 789*	*-4 725*	*-14,99%*
Moratoires	*8 305*	*14 368*	*6 063*	*73,00%*
Marchés Financiers	*23 085*	*30 119*	*7 034*	*30,47%*
Trésor-dette	**15 400**	**14 005**	**-1 395**	**-9,06%**
Facilités de caisse	*4 733*	*4 496*	*-237*	*-5,00%*
Bons du Trésor Assimilables	*9 471*	*8 370*	*-1 101*	*-11,62%*
Autres frais bancaires	*1 195*	*1 136*	*-60*	*-5,00%*
Titre 2. Dépenses de personnel	**640 859**	**672 760**	**31 901**	**4,98%**
Rémunérations du personnel	**640 859**	**672 760**	**31 901**	**4,98%**
dont Solde permanente	*578 859*	*610 760*	*31 901*	*5,51%*
Rémunérations autres catégories de salariés	*47 000*	*47 000*	*0*	*0,00%*
Primes et indemnités des fonctionnaires	*15 000*	*15 000*	*0*	*0,00%*
Titre 3. Dépenses de biens et services	**315 075**	**316 117**	**1 042**	**0,33%**
Remboursement TVA	*65 703*	*93 909*	*28 207*	*42,93%*
Autres biens et services	*180 886*	*159 101*	*-21 785*	*-12,04%*
Attributions de Produits	*68 487*	*63 107*	*-5 380*	*-7,86%*
DGEL	419	0	-419	*-100,00%*
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	81	96	15	*18,89%*
Licence de transports (DGTT)	20	150	130	*650,00%*
Cartes grises (DGTT)	105	198	93	*88,57%*
Permis de conduire (DGTT)	27	152	125	*462,96%*
DG Forêts	6 400	1 600	-4 800	*-75,00%*
DG Pêches et de l'aquaculture	5 400	1 350	-4 050	*-75,00%*
DG Environnement et de la Protection de la nature	140	35	-105	*-75,00%*
DG Marine Marchande	2 600	650	-1 950	*-75,00%*
DG Douanes (Redevance informatique)	16 877	17 040	163	*0,97%*
DG Douanes (Contentieux/Amendes)	1 174	1 218	44	*3,71%*
DG Douanes (Travail Extra Legal)	40	42	1	*3,71%*
DG Douanes (Magasinage)	70	73	3	*3,71%*
DG Douanes (Contrôle spécifique (instruments de mesure))	17	18	1	*3,71%*
DG Impôts (Pénalités sur le revenu et les bénéfices)	10 363	19 777	9 414	*90,85%*
DG Impôts (contentieux IS)	10 848	0	-10 848	*-100,00%*
DG Impôts (contentieux IRPP)	6 668	0	-6 668	*-100,00%*
DG Impôts (contentieux TVA)	6 542	0	-6 542	*-100,00%*
DG Impôts (contentieux TSIL)	695	3 626	2 931	*422,00%*
DG Impôts (Recettes diverses)		12 211	12 211	-
DG Economie (Autorité monétaire)		1 053	1 053	-
DG Economie (Autorité monétaire)		1 576	1 576	-
Redevance Examen et concours		1 145	1 145	-
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles		397	397	-
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers		101	101	-
Ristournes issues des contrôles		600	600	-

Tableau des plafonds de dépenses et de charges du budget général (2/2)

Titres et catégories	LFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
			Valeur	%
Titre 4. Dépenses de transfert	**259 369**	**254 807**	**-4 562**	**-1,76%**
dont:			*0*	-
Soutien des prix des produits pétroliers	*19 505*	*21 000*	*1 495*	*7,67%*
Gratuité des accouchements	*13 800*		*-13 800*	*-100,00%*
Attributions de Produits	*61 769*	*76 028*	*14 260*	*23,09%*
ANGTI	0	0	0	-
CDC	0	0	0	-
CNAMGS (GEF)	19 911	27 240	7 329	*36,81%*
CNAMGS (Agents Publics)	11 174	11 174	0	*0,00%*
ANPN	160	184	24	*15,00%*
CEMAC	3 046	3 159	113	*3,71%*
CEEAC	2 728	2 829	101	*3,71%*
OHADA	342	355	13	*3,71%*
UA	527	547	20	*3,71%*
Fonds de Péréquation des collectivités	1 062	1 099	37	*3,48%*
Collectiviés locales	12 863	6 210	-6 654	*-51,73%*
Collectiviés locales (ordures ménagères)		12 000	12 000	-
CNEE (Fonds Spéciale Eau)	1 300	1 300	0	*0,00%*
CNEE (Fonds Spéciale Electricité)	8 000	8 000	0	*0,00%*
AGASA	654	859	205	*31,30%*
Ristourne sur Commission-ANBG		22	22	
Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTTC		1 050	1 050	
Titre 5. Dépenses d'investissement	**352 923**	**423 948**	**71 025**	**20,12%**
Financements sur ressources propres	*214 800*	*216 720*	*1 920*	*0,89%*
Financements extérieurs	*108 573*	*183 599*	*75 026*	*69,10%*
Fonds d'entretien routier	*5 546*	*0*	*-5 546*	*-100,00%*
Fonds National de l'Habitat	*4 709*	*0*	*-4 709*	*-100,00%*
Fonds Mutuel pour l'Emploi		*5 000*	*5 000*	-
Collectivités locales	*19 295*	*18 629*	*-666*	*-3,45%*
Titre 6. Autres dépenses	**69 500**	**49 998**	**-19 502**	**-28,06%**
Intérieurs-AJE	**4 000**	**4 000**	**0**	**0,00%**
Protocoles transactionnels	1 000	1 000	0	0,00%
Condamnations pécuniaires	2 000	2 000	0	0,00%
Séquestres	500	500	0	0,00%
Autres	500	500	0	0,00%
Restructuration des entreprises	**25 500**	**39 998**	**14 498**	**56,85%**
Coûts sociaux de restructuration	25 500	39 998	14 498	56,85%
Divers	**40 000**	**6 000**	**-34 000**	**-85,00%**
Contentieux lié aux annulations	0	0	0	-
Autres contentieux	40 000	6 000	-34 000	-85,00%
TOTAL	**1 869 677**	**1 969 089**	**99 412**	**5,32%**

TITRE III : DE L'EQUILIBRE FINANCIER DES RESSOURCES ET DES CHARGES

CHAPITRE PREMIER : DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE GENERAL

Article 52 : Pour l'année 2019, les recettes et les dépenses du budget de l'Etat sont respectivement arrêtées à **deux mille cent cinquante milliards deux cent soixante-dix-huit millions quatre cent neuf mille quatre-vingt (2.150.278.409.080) F CFA** et à **deux mille quatre-vingt-deux milliards cent soixante-et-un millions huit cent cinquante-sept mille cent vingt-huit (2.082.161.857.128) F CFA**.

Le détail de ce résultat est présenté, en millions de F CFA, ainsi qu'il suit :

Tableau d'équilibre budgétaire général

Recettes	LFR 2018	PLF 2019	Dépenses	LFR 2018	PLF 2019	Soldes
BUDGET GENERAL						
Titre 1. Recettes fiscales	1 186 150	1 362 543	Titre 1. Charges financières de la dette	231 951	251 460	
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	2 220	3 458	Titre 2. Dépenses de personnel	640 859	672 760	
Titre 3. Cotisations sociales	-35 326	-36 717	Titre 3. Dépenses de biens et services	315 075	316 117	
Titre 4. Autres recettes	789 761	707 922	Titre 4. Dépenses de transfert	259 369	254 807	**68 117**
			Titre 5. Dépenses d'investissement	352 923	423 948	
			Titre 6. Autres dépenses	69 500	49 998	
TOTAL RECETTES POUR LE BUDGET GENERAL	**1 942 805**	**2 037 206**	**TOTAL DEPENSES POUR LE BUDGET GENERAL**	**1 869 677**	**1 969 089**	
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)						
PENSIONS	**56 100**	**61 557**	**PENSIONS**	**56 100**	**61 557**	
Titre 3. Cotisations sociales	56 100	61 557	Titre 4. Dépenses de transfert	56 100	61 557	
Part salariale (yc agents en détachement)	26 100	30 166	Pensions civiles et militaires			
Part patronale de l'Etat	30 000	31 391	Pensions spéciales			
PRESTATIONS FAMILIALES	**16 500**	**16 500**	**PRESTATIONS FAMILIALES**	**16 500**	**16 500**	
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	16 500	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	16 500	
Allocations familiales	16 500	16 500	Prestations familiales	16 500	16 500	
PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	**1 972**	**1 899**	**PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE**	**1 972**	**1 899**	
Titre 1. Recettes fiscales	1 972	1 899	Titre 3. Dépenses de biens et services	657	633	
Redevance audiovisuelle	1 972	1 899	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 315	1 266	
PROMOTION DU SPORT	**5 734**	**6 044**	**PROMOTION DU SPORT**	**5 734**	**6 044**	
Titre 1. Recettes fiscales	5 734	6 044	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 867	3 022	
Taxe sur les jeux de hasard	240	276	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 867	3 022	
Droits d'accises	5 493	5 768				
FORMATION POUR L'EMPLOI	**4 191**	**2 296**	**FORMATION POUR L'EMPLOI**	**4 191**	**2 296**	-
Titre 1. Recettes fiscales	4 191	2 296	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 397	765	
Taxe de formation professionnelle	4 191	2 296	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 794	1 531	
SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	**14 879**	**2 394**	**SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES**	**14 879**	**2 394**	
Titre 1. Recettes fiscales	14 879	2 394	Titre 3. Dépenses de biens et services			
Redevance Universelle	14 879	2 394	Titre 5. Dépenses d'investissement	14 879	2 394	
ENTRETIEN ROUTIER	**0**	**17 939**	**ENTRETIEN ROUTIER**		**17 939**	
Titre 1. Recettes fiscales	0	17 939	Titre 3. Dépenses de biens et services		1 794	
Redevance d'Usure de la Route		17 939	Titre 5. Dépenses d'investissement		16 145	
PROMOTION DU LOGEMENT DECENT	**0**	**4 442**	**PROMOTION DU LOGEMENT DECENT**		**4 442**	
Titre 4. Autres recettes	0	4 442	Titre 3. Dépenses de biens et services		888	
. Fonds National de l'habitat		4 442	Titre 5. Dépenses d'investissement		3 554	
TOTAL RECETTES COMPTES SPECIAUX	**99 376**	**113 073**	**TOTAL DEPENSES COMPTES SPECIAUX**	**99 376**	**113 073**	
TOTAL RECETTES BUDGET DE L'ETAT	**2 042 181**	**2 150 278**	**TOTAL DEPENSES BUDGET DE L'ETAT**	**1 969 053**	**2 082 162**	**68 117**
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL						**68 117**
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE						**64 659**

Article 53 : Le solde budgétaire global fait ressortir une capacité de financement du budget général de **soixante-huit milliards cent seize millions cinq cent cinqante-et-un mille huit cent cinquante-et-un (68.116.551.851) F CFA.**

CHAPITRE II – DES CESSIONS D'ACTIFS, EMPRUNTS ET TRESORERIE DE L'ETAT

Article 54 : Les emprunts et conventions sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2019-2021.

Le Gouvernement est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Le Gouvernement est, par ailleurs, autorisé à entreprendre dans le cadre de la gestion active de la dette, toutes opérations permettant de rendre liquides les moratoires et autres passifs inscrits dans son portefeuille de dettes intérieures.

Le ministre chargé de l'Economie est seul, habilité à conclure et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions.

Article 55 : Les opérations de trésorerie et de financement font apparaître un niveau de charges de **sept cent vingt-quatre milliards sept cent quatre millions huit cent vingt-sept mille cinquante-trois (724.704.827.053) F CFA** contre un niveau de ressources de **six cent cinquante-six milliards cinq cent quatre-vingt-huit millions deux cent soixante-quinze mille deux cent deux (656.588.275.202) F CFA**.

Il en résulte un besoin de financement de **soixante-huit milliards cent seize millions cinq cent cinquante-et-un mille huit cent cinquante-et-un (68.116.551.851) F CFA**. Ce besoin de financement est équilibré par la capacité de financement constatée à l'article 53 de la présente loi.

Le détail de ces opérations est retracé, en millions de F CFA, dans le tableau ci-dessous :

Tableau de flux de trésorerie

	LFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
Charges de trésorerie et de financement			Valeur	%
Amortissement dette extérieure	**257 044**	**235 272**	**-21 772**	**-8,47%**
Emprunts extérieurs-courants	**176 646**	**235 272**	**58 626**	**33,19%**
Bilatéraux	52 226	50 987	-1 238	-2,37%
Multilatéraux	37 598	90 163	52 565	139,81%
Banques	86 823	94 121	7 299	8,41%
Emprunts extérieurs-arriérés	**80 398**	**-**	**-80 398**	**-100,00%**
Bilatéraux	854	-	- 854	-100,00%
Multilatéraux	3 251	-	-3 251	-100,00%
Banques	76 293	-	-76 293	-100,00%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	**253 937**	**309 894**	**55 956**	**22,04%**
Intérieur-DGD	253 937	309 894	55 956	22,04%
Emprunts intérieurs-courants	245 126	309 894	64 768	26,42%
Banques	71 085	74 148	3 062	4,31%
Moratoires	84 851	122 520	37 669	44,39%
Divers	1 500	2 500	1 000	66,67%
Marchés Financiers	87 689	110 726	23 037	26,27%
Emprunts intérieurs-arriérés	**8 811**	**-**	**-8 811**	**-100,00%**
Banques	1 345	-	-1 345	-100,00%
Divers	7 467	-	-7 467	-100,00%
Autres amortissements	**164 129**	**149 688**	**-14 441**	**-8,80%**
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	17 391	18 820	1 429	8,22%
Instances Trésor	64 457	8 241	-56 216	-87,21%
Arriérés de TVA	73 964	122 627	48 663	65,79%
Arriérés intérêts_Extérieurs	7 859		-7 859	-100,00%
Arriérés intérêts_Intérieurs	458		- 458	-100,00%
Correspondants du Trésor	**13 100**		**-13 100**	**-100,00%**
Prêts et avances	**261 261**	**29 851**	**-231 410**	**-88,57%**
Fonds Souverain de la RG	69 839	-	-69 839	-100,00%
Prets nets à SOGARA	32 690	25 331	-7 359	-22,51%
Dépôts BEAC	158 732	1 520	-157 212	-99,04%
Prise de participations		3 000		
Total	**949 471**	**724 705**	**-224 767**	**-23,67%**
Ressources de trésorerie et de financement				
Tirages	**679 243**	**468 838**	**-210 405**	**-30,98%**
Tirages sur conventions en cours	98 702	143 075	44 373	44,96%
Tirages sur nouvelles conventions	7 651	37 067	29 415	384,44%
Tirages sur prêts programmes	572 890	288 697	-284 193	-49,61%
Emissions de titres publics	**150 000**	**150 000**	**-**	**0,00%**
Emissions de titres publics sur le Marché intérieur	150 000	150 000	-	0,00%
Financement non bancaire	**47 100**	**37 750**	**-9 350**	**-19,85%**
Règlement arriérés fiscaux	47 100	37 750	-9 350	-19,85%
Total	**876 343**	**656 588**	**-219 755**	**-25,08%**
Solde des opérations de financement et de trésorerie	**- 73 128**	**-68 117**		
Solde budgétaire global	**73 128**	**68 117**		
Solde net	**-**	**-**		

Article 56: Les opérations budgétaires et de trésorerie-financement s'équilibrent, en ressources et en charges, à **deux mille huit cent six milliards huit cent soixante-six millions six cent quatre-vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-et-un (2.806.866.684.281) F CFA.**

CHAPITRE III – DU PLAFOND DES DETTES FINANCIERES DE L'ETAT

Article 57 : Le montant des dettes financières qui comprend les charges financières évaluées à **deux cent cinquante-et-un milliards quatre cent soixante millions trois cent soixante-dix-huit mille neuf cent six (251.460.378.906)F CFA**, et les amortissements de prêts d'un montant de **six cent quatre-vingt-quatorze milliards huit cent cinquante-trois millions six cent vingt-trois mille cinq cent soixante-dix-neuf (694.853.623.579) F CFA** pour le budget 2019, est arrêté à la somme de **neuf cent quarante-six milliards trois cent quatorze millions deux mille quatre cent quatre-vingt-cinq (946.314.002.485) F CFA.**

Chapitre IV – DES MODALITES RELATIVES A LA RESERVE OBLIGATOIRE ET A L'UTILISATION DES SURPLUS

Article 58 : En application des dispositions de l'article 64 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, la réserve obligatoire destinée à pallier les effets d'une dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes, est arrêtée pour l'exercice 2019, par programme et titre de dépenses, à **soixante-seize milliards sept cent quatre-vingt-et-un millions six cent quatre-vingt-six mille huit cent soixante-neuf (76.781.686.869) F CFA,** ainsi qu'il suit :

Tableau présentant la réserve obligatoire par titre

(en millions F CFA)

Titres et catégories	Taux de réserve/programme	Montant
Titre 1. Charges financières de la dette	0%	-
Titre 2. Dépenses de personnel	0%	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	20%	29 102
Titre 4. Dépenses de transfert	15%	18 095
Titre 5. Dépenses d'investissement	12%	24 585
Titre 6. Autres dépenses	10%	5 000
Total réserves obligatoires		**76 782**

La réserve par titre et programme ainsi constituée sur le budget de l'Etat n'est levée, en totalité ou en partie, qu'en cas de conjoncture favorable, constatée par le Gouvernement, sur rapport conjoint des ministres chargés de l'Economie et du Budget.

Sont exemptés de la mise en réserve obligatoire, les remboursements de TVA, les projets avec financement extérieurs, les comptes d'affectation spéciale, les attributions de produits, les cotisations internationales, les frais de scolarité des enfants des

diplomates, les loyers des diplomates, les médicaments et produits pharmaceutiques ainsi que les bourses.

Article 59 : Conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget et suivant le rapport conjoint des ministres chargés de l'Economie et du Budget, le tableau d'affectation du surplus budgétaire se présente ainsi qu'il suit :

Tableau présentant l'affectation du surplus budgétaire

Affectation du surplus	Proportion
Accélération du désendettement de l'Etat	2/4
Renforcement des moyens des programmes au titre des dépenses d'investissement	1/4
Fonds de stabilisation	1/4

SECONDE PARTIE : DES MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE I : DE LA REPARTITION DES CREDITS DES MISSIONS

CHAPITRE PREMIER – DES CREDITS DU BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION

Article 60 : Au titre de l'exercice budgétaire 2019, **trente-huit (38) missions** sont arrêtées. Le détail des plafonds de ces missions et programmes se présente dans les tableaux ainsi qu'il suit :

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission (1/2)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
1	Action extérieure de l'Etat	31 381 502 672	32 733 146 804	1 351 644 131
	dont attribution de produits	*6 301 852 579*	*6 535 524 148*	*233 671 569*
2	Administration du territoire	91 616 468 857	86 082 560 317	-5 533 908 540
	dont attribution de produits	*32 158 250 946*	*37 937 906 697*	*5 779 655 750*
3	Agriculture, élevage et pêche	25 484 828 018	18 905 457 830	-6 579 370 189
	dont attribution de produits	*6 054 000 000*	*2 208 719 027*	*-3 845 280 973*
4	Aménagement du territoire et tourisme	2 013 662 509	10 395 704 003	8 382 041 494
5	Conseil et contrôle	3 768 705 116	2 148 941 662	-1 619 763 454
6	Culture et éducation populaire	3 098 299 475	3 468 452 814	370 153 339
7	Défense	145 168 829 506	154 200 536 756	9 031 707 250
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	12 153 505 516	10 431 772 971	-1 721 732 545
9	Economie forestière et protection de l'environnement	19 264 726 672	15 689 121 384	-3 575 605 288
	dont attribution de produits	*6 700 082 912*	*1 819 095 349*	*-4 880 987 563*
10	Communication	22 260 496 069	27 548 715 955	5 288 219 887
11	Education nationale	188 318 729 226	198 245 108 253	9 926 379 028
	dont attribution de produits		*1 144 918 500*	*1 144 918 500*
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	99 450 957 627	86 435 030 559	-13 015 927 068
	dont attribution de produits		*21 962 560*	*21 962 560*
13	Entreprenariat et commerce	9 570 225 639	11 553 227 495	1 983 001 857
14	Gestion des finances publiques	458 675 838 226	473 164 613 393	14 488 775 167
	dont attribution de produits	*53 294 645 001*	*54 003 582 013*	*708 937 011*
15	Constructions, logements et équipements collectifs	125 913 940 653	196 763 533 390	70 849 592 736
	dont attribution de produits	*5 546 491 446*	*1 050 000 000*	*-4 496 491 446*
16	Industrie et mines	3 737 143 920	2 839 689 846	-897 454 074
17	Transports	18 972 086 557	23 215 139 732	4 243 053 175
	dont attribution de produits	*2 752 000 000*	*1 150 000 000*	*-1 602 000 000*
18	Jeunesse, Sports et Loisirs	25 818 407 664	17 322 468 282	-8 495 939 381
19	Justice	23 734 698 980	25 015 323 951	1 280 624 971
	dont attribution de produits	*342 221 902*	*354 911 429*	*12 689 527*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission (2/2)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
21	Pouvoirs publics	81 500 780 055	85 478 937 085	3 978 157 030
22	Prévoyance sociale	79 143 029 295	90 071 735 253	10 928 705 958
	dont attribution de produits	*31 084 666 145*	*38 414 063 866*	*7 329 397 720*
23	Provisions	15 021 687 552	5 084 529 133	-9 937 158 420
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	40 766 540 607	39 857 703 758	-908 836 849
	dont attribution de produits	*9 719 138 964*	*9 300 000 000*	*-419 138 964*
25	Santé	98 604 537 871	121 103 949 520	22 499 411 649
	dont attribution de produits	*80 859 878*	*96 135 690*	*15 275 812*
26	Sécurité	46 156 999 354	50 077 999 849	3 921 000 495
27	Stratégie économique	69 063 074 165	90 255 297 530	21 192 223 365
	dont attribution de produits	*5 770 960 856*	*2 629 004 413*	*-3 141 956 444*
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	14 225 204 461	7 505 998 258	-6 719 206 203
29	Travail, emploi et formation professionnelle	26 378 270 676	33 634 052 938	7 255 782 262
	dont attribution de produits		*1 098 100 000*	*1 098 100 000*
30	Dépenses transversales	62 684 758 431	45 684 837 659	-16 999 920 772
31	Autorités administratives indépendantes et de régulation	25 729 012 068	4 175 694 304	-21 553 317 764
	Total budget général	1 869 676 947 438	1 969 089 280 685	99 412 333 247
	Dont ADP	*159 805 170 631*	*157 763 923 690*	*-4 306 228 001*
60	CAS Pensions	56 100 000 000	61 556 778 925	5 456 778 925
61	CAS Service universel des communications électroniques	14 879 000 000	2 394 424 740	-12 484 575 260
62	CAS Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	16 500 000 000	0
63	CAS Promotion du sport	5 733 592 368	6 044 284 424	310 692 055
64	CAS Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	1 972 000 000	1 899 036 000	-72 964 000
65	CAS Formation pour l'Emploi	4 191 000 000	2 296 476 000	-1 894 524 000
68	CAS Gestion du patrimoine routier et qualité des carburants	0	17 939 147 668	17 939 147 668
69	CAS Promotion du logement décent	0	4 442 428 687	4 442 428 687
	Total CAS	99 375 592 368	113 072 576 443	13 696 984 075
	Total général	1 969 052 539 806	2 082 161 857 128	113 109 317 322

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (1/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
1	**Action extérieure du Gabon**	**31 381 502 672**	**32 733 146 804**	**1 351 644 131**
1.101	Affaires Etrangères	18 877 864 055	20 810 942 749	1 933 078 694
1.101.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
1.101.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*6 672 973 206*	*7 065 968 565*	*392 995 359*
1.101.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*10 204 400 157*	*11 971 995 495*	*1 767 595 338*
1.101.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 000 490 692*	*1 272 978 689*	*-727 512 003*
1.101.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		*500 000 000*	*500 000 000*
1.101.6	*Titre 6. Autres dépenses*		*0*	*0*
1.108	Intégration africaine et coopération internationale	6 629 203 771	6 889 385 512	260 181 742
1.108.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
1.108.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*138 170 132*	*136 624 927*	*-1 545 205*
1.108.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*200 815 000*	*250 815 000*	*50 000 000*
1.108.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*6 290 218 639*	*6 501 945 585*	*211 726 947*
1.108.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
1.108.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
1.115	Affaires consulaires	1 039 434 148	1 335 227 354	295 793 206
1.115.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
1.115.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*244 807 148*	*337 772 354*	*92 965 206*
1.115.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*794 627 000*	*997 455 000*	*202 828 000*
1.115.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
1.115.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
1.115.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
1.122	Pilotage et soutien de l'action extérieure de l'Etat	4 835 000 699	3 647 591 188	-1 187 409 511
1.122.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
1.122.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 550 038 699*	*3 326 996 188*	*-223 042 511*
1.122.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*320 595 000*	*320 595 000*	*0*
1.122.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
1.122.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*964 367 000*	*0*	*-964 367 000*
1.122.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
1.129	Gabonais de l'étranger	0	50 000 000	50 000 000
1.129.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
1.129.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
1.129.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*0*	*50 000 000*	*50 000 000*
1.129.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
1.129.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
1.129.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
2	**Administration du territoire**	**91 616 468 857**	**86 082 560 317**	**-5 533 908 540**
2.136	Administration territoriale	5 868 068 810	5 743 504 023	-124 564 787
2.136.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
2.136.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 662 152 166*	*3 512 587 379*	*-149 564 787*
2.136.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 337 203 644*	*1 362 203 644*	*25 000 000*
2.136.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*868 713 000*	*868 713 000*	*0*
2.136.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*0*	*0*	*0*
2.136.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (2/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
2.143	Décentralisation	73 761 219 558	78 481 926 876	4 720 707 318
2.143.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
2.143.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*81 416 567*	*61 455 087*	*-19 961 480*
2.143.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
2.143.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*30 334 852 424*	*37 033 307 074*	*6 698 454 650*
2.143.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*43 294 950 568*	*41 312 164 715*	*-1 982 785 852*
2.143.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
2.150	Prévention et gestion des catastrophes	126 762 422	154 911 278	28 148 856
2.150.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
2.150.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*61 762 422*	*64 911 278*	*3 148 856*
2.150.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
2.150.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*15 000 000*	*15 000 000*	*0*
2.150.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
2.150.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
2.157	Pilotage et soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	11 860 418 068	1 702 218 140	-10 158 199 927
2.157.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
2.157.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 844 167 242*	*1 402 218 140*	*-441 949 101*
2.157.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*10 016 250 826*	*300 000 000*	*-9 716 250 826*
2.157.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
2.157.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
2.157.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
3	**Agriculture, élevage et pêche**	**25 484 828 018**	**18 905 457 830**	**-6 579 370 189**
3.164	Agriculture	10 977 574 206	8 223 475 675	-2 754 098 531
3.164.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
3.164.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 441 614 595*	*2 022 327 273*	*580 712 678*
3.164.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*80 759 802*	*100 000 000*	*19 240 198*
3.164.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 202 963 219*	*1 465 224 027*	*262 260 808*
3.164.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*8 252 236 590*	*4 635 924 375*	*-3 616 312 215*
3.164.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
3.171	Elevage	337 299 846	218 138 585	-119 161 261
3.171.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
3.171.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*216 938 879*	*127 777 585*	*-89 161 294*
3.171.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*30 000 000*	*75 000 000*	*45 000 000*
3.171.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*90 360 967*	*15 361 000*	*-74 999 967*
3.171.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
3.171.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
3.178	Pêche et aquaculture	6 361 347 131	3 081 221 538	-3 280 125 594
3.178.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
3.178.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*824 869 267*	*1 533 065 538*	*708 196 270*
3.178.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*5 451 677 259*	*1 453 355 000*	*-3 998 322 259*
3.178.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*84 800 605*	*94 801 000*	*10 000 395*
3.178.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
3.178.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (3/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
3.185	Développement rural	4 122 061 473	4 297 563 055	175 501 582
3.185.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
3.185.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 744 568 749*	*1 369 466 312*	*-375 102 437*
3.185.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*15 068 805*	*75 000 000*	*59 931 195*
3.185.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*174 923 919*	*216 430 076*	*41 506 157*
3.185.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*2 187 500 000*	*2 636 666 667*	*449 166 667*
3.185.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
3.192	Pilotage et soutien à la politique agricole	3 636 545 363	3 010 058 978	-626 486 385
3.192.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
3.192.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 313 436 160*	*2 737 058 978*	*-576 377 182*
3.192.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*273 040 861*	*273 000 000*	*-40 861*
3.192.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*50 068 342*	*0*	*-50 068 342*
3.192.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
3.192.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
3.180	Pilotage et soutien aux politiques de la pêche et de la mer	50 000 000	75 000 000	25 000 000
3.180.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
3.180.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*0*	*0*	*0*
3.180.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
3.180.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*0*	*0*	*0*
3.180.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
3.180.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
4	**Aménagement du territoire et tourisme**	**2 013 662 509**	**10 395 704 003**	**8 382 041 494**
4.199	Coordination des politiques de dévelopement et appui à l'action locale	1 136 686 999	838 404 776	-298 282 223
4.199.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
4.199.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 090 869 499*	*725 904 776*	*-364 964 723*
4.199.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*45 817 500*	*112 500 000*	*66 682 500*
4.199.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
4.199.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
4.199.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
4.206	Tourisme	876 975 510	9 557 299 226	8 680 323 716
4.206.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
4.206.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*730 370 535*	*889 062 226*	*158 691 691*
4.206.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*98 367 975*	*100 000 000*	*1 632 025*
4.206.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*48 237 000*	*68 237 000*	*20 000 000*
4.206.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		*8 500 000 000*	*8 500 000 000*
4.206.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
5	**Conseil et Contrôle**	**3 768 705 116**	**2 148 941 662**	**-1 619 763 454**
5.213	Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)	2 143 944 440	1 642 098 931	-501 845 509
5.213.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
5.213.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 316 694 040*	*814 848 931*	*-501 845 109*
5.213.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*821 250 400*	*821 250 000*	*-400*
5.213.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*6 000 000*	*6 000 000*	*0*
5.213.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
5.213.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (4/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
5.220	Conseil National de la Démocratie (CND)	412 471 334	420 925 565	8 454 231
5.220.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
5.220.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*212 471 334*	*220 925 565*	*8 454 231*
5.220.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*200 000 000*	*200 000 000*	*0*
5.220.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
5.220.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
5.220.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
5.227	Haute Autorité de la Communication (CNC)	1 167 096 779	0	-1 167 096 779
5.227.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
5.227.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*948 852 779*	*0*	*-948 852 779*
5.227.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*200 000 000*	*0*	*-200 000 000*
5.227.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*18 244 000*	*0*	*-18 244 000*
5.227.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
5.227.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
5.269	Médiature	45 192 562	85 917 166	40 724 603
5.269.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
5.269.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*15 192 562*	*10 917 166*	*-4 275 397*
5.269.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*30 000 000*	*75 000 000*	*45 000 000*
5.269.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
5.269.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
5.269.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
6	**Culture et Education Populaire**	**3 098 299 475**	**3 468 452 814**	**370 153 339**
6.290	Culture	2 585 688 624	3 321 149 535	735 460 912
6.290.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
6.290.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 602 141 592*	*2 460 160 246*	*858 018 655*
6.290.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*307 207 032*	*307 200 000*	*-7 032*
6.290.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*676 340 000*	*553 789 289*	*-122 550 711*
6.290.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
6.290.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
6.297	Education populaire	512 610 851	147 303 279	-365 307 572
6.297.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
6.297.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*460 360 851*	*45 053 279*	*-415 307 572*
6.297.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*100 000 000*	*50 000 000*
6.297.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 250 000*	*2 250 000*	*0*
6.297.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
6.297.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
7	**Défense**	**145 168 829 506**	**154 200 536 756**	**9 031 707 250**
7.311	Préparation et emploi des forces	17 266 395 685	17 465 786 955	199 391 270
7.311.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
7.311.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*15 865 504 684*	*16 064 895 955*	*199 391 271*
7.311.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 400 891 001*	*1 400 891 000*	*-1*
7.311.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
7.311.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
7.311.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (5/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
7.318	Equipement des forces	36 582 556 189	38 930 249 098	2 347 692 909
7.318.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
7.318.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*28 071 445 091*	*30 419 142 098*	*2 347 697 007*
7.318.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*400 877 000*	*400 877 000*	*0*
7.318.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
7.318.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*8 110 234 098*	*8 110 230 000*	*-4 098*
7.318.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
7.325	Garde Républicaine	27 769 441 048	29 143 787 754	1 374 346 706
7.325.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
7.325.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*23 765 002 903*	*25 139 349 610*	*1 374 346 707*
7.325.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*750 709 001*	*750 709 000*	*-1*
7.325.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
7.325.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*3 253 729 144*	*3 253 729 144*	*0*
7.325.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
7.332	Vie du soldat	14 653 714 850	16 164 938 334	1 511 223 484
7.332.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
7.332.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*8 412 524 851*	*9 062 453 364*	*649 928 513*
7.332.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*6 094 786 999*	*6 508 226 000*	*413 439 001*
7.332.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*146 403 000*	*594 258 970*	*447 855 970*
7.332.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
7.332.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
7.339	Pilotage et soutien à la politique de défense nationale	48 896 721 733	52 495 774 615	3 599 052 882
7.339.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
7.339.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*48 027 346 733*	*51 626 399 615*	*3 599 052 882*
7.339.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*869 375 000*	*845 375 000*	*-24 000 000*
7.339.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*24 000 000*	*24 000 000*
7.339.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
7.339.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
8	**Pilotage et coordination de l'action gouvernementale**	**12 153 505 516**	**10 431 772 971**	**-1 721 732 545**
8.346	Coordination du travail gouvernemental	5 326 174 812	2 816 402 894	-2 509 771 918
8.346.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
8.346.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 140 161 874*	*2 540 536 894*	*-599 624 980*
8.346.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*275 866 000*	*275 866 000*	*0*
8.346.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 910 146 938*	*0*	*-1 910 146 938*
8.346.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
8.346.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
8.353	Coordination des politiques urbaines	105 557 676	270 149 196	164 591 520
8.353.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
8.353.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*38 557 676*	*153 149 196*	*114 591 520*
8.353.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*100 000 000*	*50 000 000*
8.353.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*17 000 000*	*17 000 000*	*0*
8.353.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
8.353.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (6/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
8.358	Surveillance et promotion de la bonne gouvernance	645 718 861	613 272 013	-32 446 849
8.358.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
8.358.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*591 763 861*	*509 317 013*	*-82 446 849*
8.358.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*100 000 000*	*50 000 000*
8.358.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*3 955 000*	*3 955 000*	*0*
8.358.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
8.358.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
8.360	Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	4 846 639 255	5 538 735 908	692 096 654
8.360.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
8.360.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 233 565 255*	*4 933 581 908*	*700 016 654*
8.360.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*569 154 000*	*569 154 000*	*0*
8.360.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*43 920 000*	*36 000 000*	*-7 920 000*
8.360.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
8.360.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
8.367	Relations avec le Parlement et les Institutions constitutionnelles	358 819 316	478 850 876	120 031 560
8.367.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
8.367.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*258 819 316*	*248 175 876*	*-10 643 440*
8.367.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*100 000 000*	*230 675 000*	*130 675 000*
8.367.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
8.367.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
8.367.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
8.374	Pilotage et soutien aux relations avec les Institutions Constitutionnelles	870 595 596	714 362 084	-156 233 512
8.374.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
8.374.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*770 595 596*	*564 362 084*	*-206 233 512*
8.374.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*100 000 000*	*150 000 000*	*50 000 000*
8.374.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
8.374.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
8.374.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
9	**Economie forestière et protection de l'environnement**	**19 264 726 672**	**15 689 121 384**	**-3 575 605 288**
9.381	Gestion durable des eaux et des forêts	10 852 067 480	5 823 221 149	-5 028 846 330
9.381.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
9.381.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 796 057 844*	*3 618 184 028*	*-177 873 816*
9.381.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*6 499 545 435*	*1 700 045 000*	*-4 799 500 435*
9.381.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*556 464 201*	*504 992 121*	*-51 472 080*
9.381.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
9.381.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
9.388	Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	69 726 936	119 229 596	49 502 660
9.388.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
9.388.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*29 343 743*	*19 229 596*	*-10 114 147*
9.388.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*40 383 193*	*100 000 000*	*59 616 807*
9.388.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
9.388.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
9.388.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (7/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
9.395	Conservation de la biodiversité	2 972 822 325	4 302 834 462	1 330 012 137
9.395.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
9.395.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*319 669 805*	*182 022 585*	*-137 647 220*
9.395.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*49 325 657*	*100 000 000*	*50 674 343*
9.395.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 603 826 863*	*2 624 258 771*	*20 431 908*
9.395.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		*1 396 553 106*	*1 396 553 106*
9.395.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
9.402	Amélioration du cadre de vie, préservation de l'environnement et développement durable	1 182 015 966	1 131 943 034	-50 072 932
9.402.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
9.402.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*787 609 467*	*764 781 034*	*-22 828 433*
9.402.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*174 744 069*	*147 500 000*	*-27 244 069*
9.402.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*219 662 430*	*219 662 000*	*-430*
9.402.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
9.402.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
9.409	Pilotage et soutien à la politique de l'économie forestière	4 188 093 965	4 311 893 142	123 799 177
9.409.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
9.409.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 843 026 073*	*3 966 825 142*	*123 799 069*
9.409.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*150 000 000*	*150 000 000*	*0*
9.409.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*195 067 892*	*195 068 000*	*108*
9.409.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
9.409.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
10	**Communication**	**22 260 496 069**	**27 548 715 955**	**5 288 219 887**
10.416	Economie numérique	11 949 868 141	16 790 363 334	4 840 495 193
10.416.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
10.416.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 123 578 678*	*1 056 508 271*	*-67 070 407*
10.416.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*767 495 563*	*767 495 563*	*0*
10.416.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*887 000 000*	*1 637 741 000*	*750 741 000*
10.416.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*9 171 793 900*	*13 328 618 500*	*4 156 824 600*
10.416.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
10.423	Communication	4 737 537 898	5 082 721 615	345 183 717
10.423.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
10.423.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 465 385 545*	*3 837 249 296*	*371 863 751*
10.423.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*614 777 761*	*614 800 000*	*22 239*
10.423.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*657 374 592*	*630 672 319*	*-26 702 273*
10.423.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*0*	*0*	*0*
10.423.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
10.430	Poste	112 805 943	158 928 434	46 122 491
10.430.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
10.430.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*14 450 849*	*14 112 434*	*-338 415*
10.430.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*45 539 094*	*75 000 000*	*29 460 906*
10.430.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*52 816 000*	*69 816 000*	*17 000 000*
10.430.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
10.430.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (8/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
10.437	Pilotage et soutien à la politique de la communication	5 460 284 088	5 516 702 573	56 418 485
10.437.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
10.437.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*5 001 953 825*	*5 066 702 573*	*64 748 748*
10.437.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*458 330 263*	*150 000 000*	*-308 330 263*
10.437.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*300 000 000*	*300 000 000*
10.437.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
10.437.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
11	**Education nationale**	**188 318 729 226**	**198 245 108 253**	**9 926 379 028**
11.444	Enseignement pré-primaire et primaire	46 714 395 811	47 275 661 325	561 265 515
11.444.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
11.444.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*30 464 395 747*	*31 665 661 325*	*1 201 265 579*
11.444.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 650 000 064*	*1 650 000 000*	*-64*
11.444.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
11.444.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*14 600 000 000*	*13 960 000 000*	*-640 000 000*
11.444.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
11.451	Enseignement secondaire	120 929 800 440	130 275 664 449	9 345 864 009
11.451.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
11.451.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*104 154 789 664*	*111 288 327 262*	*7 133 537 598*
11.451.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*7 500 000 292*	*8 644 918 500*	*1 144 918 208*
11.451.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*525 000 484*	*525 000 000*	*-484*
11.451.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*8 750 010 000*	*9 817 418 688*	*1 067 408 688*
11.451.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
11.458	Enseignement technique et professionnel	9 981 771 420	12 641 070 033	2 659 298 614
11.458.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
11.458.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*7 091 771 387*	*7 021 070 033*	*-70 701 353*
11.458.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*850 000 033*	*950 000 000*	*99 999 967*
11.458.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
11.458.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*2 040 000 000*	*4 670 000 000*	*2 630 000 000*
11.458.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
11.465	Pilotage et soutien à la politique de l'éducation nationale	10 692 761 555	8 052 712 446	-2 640 049 109
11.465.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
11.465.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*10 428 281 033*	*7 788 231 933*	*-2 640 049 100*
11.465.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*245 000 009*	*245 000 000*	*-9*
11.465.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*19 480 513*	*19 480 513*	*0*
11.465.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
11.465.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
12	**Enseignement supérieur et recherche scientifique**	**99 450 957 627**	**86 435 030 559**	**-13 015 927 068**
12.472	Enseignement supérieur	26 198 572 127	31 952 765 099	5 754 192 972
12.472.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
12.472.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*16 818 358 831*	*14 496 264 966*	*-2 322 093 865*
12.472.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*3 230 000 000*	*3 230 000 000*	*0*
12.472.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*4 650 213 296*	*4 808 500 133*	*158 286 837*
12.472.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 500 000 000*	*9 418 000 000*	*7 918 000 000*
12.472.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (9/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
12.479	Recherche scientifique et innovation	13 019 120 423	14 037 266 346	1 018 145 923
12.479.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
12.479.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*12 769 120 327*	*13 687 266 346*	*918 146 019*
12.479.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*100 000 000*	*200 000 000*	*100 000 000*
12.479.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*150 000 096*	*150 000 000*	*-96*
12.479.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
12.479.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
12.486	Vie de l'étudiant	58 836 282 757	39 070 028 016	-19 766 254 742
12.486.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
12.486.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 682 267 148*	*1 579 343 965*	*-102 923 183*
12.486.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*4 230 068 001*	*4 380 068 000*	*149 999 999*
12.486.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*52 823 947 608*	*33 110 616 050*	*-19 713 331 558*
12.486.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*100 000 000*	*0*	*-100 000 000*
12.486.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
12.493	Pilotage et soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	1 396 982 320	1 374 971 099	-22 011 221
12.493.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
12.493.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 296 982 320*	*1 249 971 099*	*-47 011 221*
12.493.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*100 000 000*	*125 000 000*	*25 000 000*
12.493.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
12.493.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
12.493.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
13	**Entreprenariat et commerce**	**9 570 225 639**	**11 553 227 495**	**1 983 001 857**
13.500	Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	725 337 944	712 094 157	-13 243 787
13.500.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
13.500.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*365 337 944*	*352 094 157*	*-13 243 787*
13.500.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*120 000 000*	*120 000 000*	*0*
13.500.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*240 000 000*	*240 000 000*	*0*
13.500.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
13.500.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
13.501	Pilotage et soutien aux politiques de promotion des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreunariat national	50 000 000	75 000 000	25 000 000
13.501.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
13.501.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
13.501.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
13.501.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
13.501.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
13.501.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
13.507	Promotion des échanges	1 826 642 197	3 152 777 964	1 326 135 768
13.507.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
13.507.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 705 533 742*	*2 974 682 362*	*1 269 148 621*
13.507.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*79 480 848*	*128 215 000*	*48 734 152*
13.507.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*41 627 607*	*49 880 602*	*8 252 995*
13.507.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
13.507.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (10/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
13.519	Pilotage et soutien à la politique de promotion des investissements et des partenariats public privé	150 000 000	3 887 349 128	3 737 349 128
13.519.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
13.519.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
13.519.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
13.519.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*855 000 000*	*855 000 000*
13.519.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*100 000 000*	*2 957 349 128*	*2 857 349 128*
13.519.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
13.514	Pilotage et soutien aux politiques de promotion du commerce	6 818 245 498	3 726 006 246	-3 092 239 253
13.514.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
13.514.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 689 379 518*	*3 626 006 246*	*-1 063 373 273*
13.514.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*100 000 000*	*50 000 000*
13.514.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 126 416 416*	*0*	*-1 126 416 416*
13.514.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*952 449 564*	*0*	*-952 449 564*
13.514.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
14	**Gestion des finances publiques**	**458 675 838 226**	**473 164 613 393**	**14 488 775 167**
14.521	Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	19 822 034 153	17 848 674 631	-1 973 359 522
14.521.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
14.521.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*6 069 859 426*	*6 644 437 421*	*574 577 995*
14.521.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*10 727 264 910*	*8 727 264 910*	*-2 000 000 000*
14.521.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*374 909 817*	*300 000 000*	*-74 909 817*
14.521.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*2 650 000 000*	*2 176 972 300*	*-473 027 700*
14.521.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
14.528	Comptabilité et trésorerie de l'Etat	13 849 718 676	12 763 688 794	-1 086 029 882
14.528.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
14.528.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*10 720 843 983*	*10 528 414 794*	*-192 429 189*
14.528.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 633 274 693*	*1 633 274 000*	*-693*
14.528.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*0*	*2 000 000*	*2 000 000*
14.528.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 495 600 000*	*600 000 000*	*-895 600 000*
14.528.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
14.535	Gestion du contentieux de l'Etat	44 774 911 835	10 834 118 943	-33 940 792 891
14.535.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
14.535.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*388 208 552*	*447 318 943*	*59 110 392*
14.535.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*386 703 283*	*386 800 000*	*96 717*
14.535.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
14.535.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
14.535.6	*Titre 6. Autres dépenses*	*44 000 000 000*	*10 000 000 000*	*-34 000 000 000*
14.549	Gestion fiscale	134 065 195 636	166 823 447 225	32 758 251 589
14.549.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
14.549.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*6 835 405 463*	*7 069 624 131*	*234 218 668*
14.549.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*121 362 018 484*	*150 352 742 954*	*28 990 724 470*
14.549.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*75 000 000*	*75 000 000*	*0*
14.549.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*5 792 771 689*	*9 326 080 140*	*3 533 308 451*
14.549.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (11/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
14.556	Engagements financiers de l'Etat	231 951 184 423	251 460 378 906	19 509 194 484
14.556.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*	*231 951 184 423*	*251 460 378 906*	*19 509 194 484*
14.556.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
14.556.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
14.556.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
14.556.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
14.556.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
14.563	Gestion de la dette	2 100 891 782	1 431 483 125	-669 408 657
14.563.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
14.563.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*619 789 790*	*650 381 125*	*30 591 335*
14.563.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*454 101 992*	*454 102 000*	*8*
14.563.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*27 000 000*	*27 000 000*	*0*
14.563.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 000 000 000*	*300 000 000*	*-700 000 000*
14.563.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
14.570	Gestion de la commande publique	799 652 750	527 070 471	-272 582 280
14.570.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
14.570.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*399 652 750*	*427 070 471*	*27 417 720*
14.570.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*100 000 000*	*100 000 000*	*0*
14.570.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
14.570.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*300 000 000*	*0*	*-300 000 000*
14.570.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
14.542	Pilotage et soutien à la politique de gestion des finances publiques	11 312 248 972	11 475 751 299	163 502 327
14.542.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
14.542.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*8 466 974 281*	*10 330 476 299*	*1 863 502 018*
14.542.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*845 274 691*	*845 275 000*	*309*
14.542.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*500 000 000*	*0*	*-500 000 000*
14.542.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 500 000 000*	*300 000 000*	*-1 200 000 000*
14.542.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
15	**Constructions, logements et équipements collectifs**	**125 913 940 653**	**196 763 533 390**	**70 849 592 736**
15.584	Urbanisation et amelioration du cadre de vie	3 645 490 614	6 666 145 351	3 020 654 738
15.584.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
15.584.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 493 110 614*	*2 698 187 205*	*205 076 592*
15.584.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*160 000 000*	*160 000 000*	*0*
15.584.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*492 380 000*	*2 859 280 000*	*2 366 900 000*
15.584.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*500 000 000*	*948 678 146*	*448 678 146*
15.584.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
15.577	Logement	2 462 318 820	507 730 744	-1 954 588 076
15.577.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
15.577.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*246 682 334*	*256 062 744*	*9 380 410*
15.577.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
15.577.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*165 636 486*	*176 668 000*	*11 031 514*
15.577.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*2 000 000 000*	*0*	*-2 000 000 000*
15.577.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (12/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
15.595	Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	3 371 733 170	3 269 425 451	-102 307 719
15.595.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
15.595.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 321 733 170*	*3 169 425 451*	*-152 307 719*
15.595.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*100 000 000*	*50 000 000*
15.595.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
15.595.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
15.595.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
15.591	Equipement et Infrastructures	113 982 466 672	183 812 042 647	69 829 575 975
15.591.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
15.591.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*6 780 681 107*	*7 394 533 232*	*613 852 125*
15.591.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*120 000 000*	*200 000 000*	*80 000 000*
15.591.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*3 250 000 000*	*3 976 500 000*	*726 500 000*
15.591.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*103 831 785 565*	*172 241 009 415*	*68 409 223 850*
15.591.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
15.598	Pilotage et soutien aux politique des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire	2 451 931 377	2 508 189 196	56 257 819
15.598.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
15.598.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 331 881 377*	*2 358 189 196*	*26 307 819*
15.598.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*120 050 000*	*150 000 000*	*29 950 000*
15.598.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
15.598.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
15.598.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
16	**Industrie et mines**	**3 737 143 920**	**2 839 689 846**	**-897 454 074**
16.605	Gestion et contrôle des activités minières	1 125 867 434	1 481 544 730	355 677 296
16.605.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
16.605.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*948 805 094*	*1 279 481 730*	*330 676 636*
16.605.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
16.605.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*127 062 340*	*127 063 000*	*660*
16.605.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
16.605.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
16.612	Régulation et stratégie industrielles	1 164 895 707	1 283 145 116	118 249 409
16.612.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
16.612.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*847 427 969*	*864 420 473*	*16 992 504*
16.612.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*122 043 000*	*130 000 000*	*7 957 000*
16.612.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*195 424 738*	*288 724 643*	*93 299 905*
16.612.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
16.612.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
16.619	Pilotage et soutien à la politique minière	1 396 380 780	0	-1 396 380 780
16.619.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
16.619.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 131 393 293*	*0*	*-1 131 393 293*
16.619.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*264 987 487*	*0*	*-264 987 487*
16.619.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
16.619.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
16.619.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (13/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
16.615	Pilotage et soutien à la politique l'industrie et de l'entreprenariat national	50 000 000	75 000 000	25 000 000
16.615.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*	*0*		*0*
16.615.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*0*		*0*
16.615.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*0*	*75 000 000*	*75 000 000*
16.615.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*50 000 000*	*0*	*-50 000 000*
16.615.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*0*		*0*
16.615.6	*Titre 6. Autres dépenses*	*0*		*0*
17	**Transports**	**18 972 086 557**	**23 215 139 732**	**4 243 053 175**
17.626	Transports terrestres	10 484 545 848	17 398 250 460	6 913 704 612
17.626.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
17.626.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 201 959 386*	*2 271 354 841*	*1 069 395 455*
17.626.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*272 000 000*	*650 000 000*	*378 000 000*
17.626.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*4 637 539 785*	*4 637 539 785*	*0*
17.626.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*4 373 046 677*	*9 839 355 833*	*5 466 309 156*
17.626.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
17.633	Transport aérien et par voie d'eau	4 686 010 780	3 576 159 200	-1 109 851 580
17.633.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
17.633.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 345 651 143*	*2 232 172 406*	*886 521 263*
17.633.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 989 723 831*	*950 000 000*	*-2 039 723 831*
17.633.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*350 635 806*	*393 986 794*	*43 350 988*
17.633.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
17.633.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
17.640	Pilotage et soutien à la politique des transports	3 801 529 930	2 240 730 073	-1 560 799 857
17.640.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
17.640.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 751 529 930*	*2 165 730 073*	*-1 585 799 857*
17.640.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
17.640.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
17.640.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
17.640.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
18	**Jeunesse, sports et loisirs**	**25 818 407 664**	**17 322 468 282**	**-8 495 939 381**
18.647	Sports et loisirs	19 967 423 113	11 236 358 601	-8 731 064 512
18.647.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
18.647.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*801 855 304*	*820 004 295*	*18 148 991*
18.647.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 000 000 000*	*2 000 000 000*	*0*
18.647.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*947 447 394*	*2 470 976 806*	*1 523 529 412*
18.647.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*16 218 120 415*	*5 945 377 500*	*-10 272 742 915*
18.647.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
18.654	Vie associative	495 113 709	257 584 552	-237 529 157
18.654.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
18.654.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*232 305 709*	*207 584 552*	*-24 721 157*
18.654.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*50 000 000*	*0*
18.654.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*212 808 000*	*0*	*-212 808 000*
18.654.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
18.654.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (14/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
18.658	Jeunesse	0	262 808 000	262 808 000
18.658.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
18.658.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
18.658.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*0*	*50 000 000*	*50 000 000*
18.658.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*212 808 000*	*212 808 000*
18.658.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
18.658.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
18.661	Pilotage et soutien aux politiques de sports, de la culture et du tourisme	5 355 870 842	5 565 717 130	209 846 288
18.661.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
18.661.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 840 630 985*	*5 304 061 330*	*463 430 345*
18.661.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
18.661.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*465 239 856*	*186 655 800*	*-278 584 056*
18.661.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
18.661.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
19	**Justice**	**23 734 698 980**	**25 015 323 951**	**1 280 624 971**
19.668	Justice judiciaire et administrative	9 101 302 202	9 633 988 432	532 686 230
19.668.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
19.668.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*7 797 821 062*	*8 469 077 004*	*671 255 942*
19.668.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*449 103 540*	*500 000 000*	*50 896 460*
19.668.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*854 377 601*	*664 911 429*	*-189 466 172*
19.668.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
19.668.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
19.675	Administration pénitentiaire	2 810 052 795	3 032 360 876	222 308 081
19.675.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
19.675.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 950 740 394*	*2 032 360 876*	*81 620 482*
19.675.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*859 312 401*	*1 000 000 000*	*140 687 599*
19.675.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
19.675.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
19.675.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
19.682	Pilotage et soutien à la politique de la justice et des droits humains	11 126 349 932	11 786 701 204	660 351 272
19.682.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
19.682.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*10 988 149 932*	*11 648 501 204*	*660 351 272*
19.682.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*138 200 000*	*138 200 000*	*0*
19.682.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
19.682.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
19.682.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
19.689	Culture des droits de l'homme	145 035 367	195 825 983	50 790 616
19.689.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
19.689.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*108 192 967*	*120 825 983*	*12 633 016*
19.689.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*36 842 400*	*75 000 000*	*38 157 600*
19.689.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
19.689.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
19.689.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (15/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
19.694	Egalité des Chances	25 000 000	75 000 000	50 000 000
19.694.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
19.694.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
19.694.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*25 000 000*	*75 000 000*	*50 000 000*
19.694.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
19.694.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
19.694.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
19.696	Pilotage et soutien à la politique de l'égalité des chances	526 958 682	291 447 456	-235 511 227
19.696.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
19.696.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*476 958 682*	*216 447 456*	*-260 511 227*
19.696.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
19.696.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
19.696.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
19.696.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
21	**Pouvoirs publics**	**81 500 780 055**	**85 478 937 085**	**3 978 157 030**
21.717	Présidence de la République	26 545 136 361	41 037 375 718	14 492 239 357
21.717.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
21.717.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*12 152 067 341*	*12 594 306 718*	*442 239 377*
21.717.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*9 585 000 000*	*8 585 000 000*	*-1 000 000 000*
21.717.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*808 069 020*	*1 358 069 000*	*549 999 980*
21.717.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*4 000 000 000*	*18 500 000 000*	*14 500 000 000*
21.717.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
21.724	Assemblée Nationale	20 130 680 336	18 764 472 291	-1 366 208 046
21.724.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
21.724.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*7 204 169 798*	*5 383 747 291*	*-1 820 422 508*
21.724.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*8 583 272 855*	*8 583 000 000*	*-272 855*
21.724.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*3 343 237 683*	*2 343 000 000*	*-1 000 237 683*
21.724.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 000 000 000*	*2 454 725 000*	*1 454 725 000*
21.724.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
21.731	Sénat	17 572 027 309	10 006 095 085	-7 565 932 224
21.731.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
21.731.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*5 511 286 040*	*3 753 485 085*	*-1 757 800 955*
21.731.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*8 402 610 000*	*4 402 610 000*	*-4 000 000 000*
21.731.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*3 158 131 269*	*1 600 000 000*	*-1 558 131 269*
21.731.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*500 000 000*	*250 000 000*	*-250 000 000*
21.731.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
21.738	Cour Constitutionnelle	9 353 535 223	6 661 106 483	-2 692 428 740
21.738.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
21.738.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 632 872 719*	*1 317 005 183*	*-315 867 536*
21.738.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*6 748 778 000*	*3 748 778 000*	*-3 000 000 000*
21.738.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*171 884 504*	*195 323 300*	*23 438 796*
21.738.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*800 000 000*	*1 400 000 000*	*600 000 000*
21.738.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (16/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
21.234	Cour de Cassation	2 987 879 096	3 700 285 034	712 405 939
21.234.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
21.234.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 621 247 196*	*3 433 653 134*	*812 405 939*
21.234.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*116 631 900*	*116 631 900*	*0*
21.234.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*50 000 000*	*50 000 000*	*0*
21.234.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*200 000 000*	*100 000 000*	*-100 000 000*
21.234.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
21.241	Cour des Comptes	4 025 762 263	4 266 455 743	240 693 480
21.241.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
21.241.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 146 320 178*	*3 853 955 743*	*707 635 565*
21.241.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*369 054 700*	*400 000 000*	*30 945 300*
21.241.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*6 250 000*	*12 500 000*	*6 250 000*
21.241.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*504 137 385*	*0*	*-504 137 385*
21.241.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
21.248	Conseil d'Etat	885 759 467	1 043 146 731	157 387 264
21.248.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
21.248.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*210 759 467*	*168 146 731*	*-42 612 736*
21.248.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*125 000 000*	*125 000 000*	*0*
21.248.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*300 000 000*	*300 000 000*	*0*
21.248.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*250 000 000*	*450 000 000*	*200 000 000*
21.248.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
22	**Prévoyance sociale**	**79 143 029 295**	**90 071 735 253**	**10 928 705 958**
22.752	Protection et promotion de la famille	6 638 246 448	6 976 728 437	338 481 989
22.752.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
22.752.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*5 335 111 426*	*6 210 169 613*	*875 058 187*
22.752.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*160 000 000*	*160 000 000*	*0*
22.752.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 143 135 022*	*606 558 824*	*-536 576 198*
22.752.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
22.752.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
22.759	Solidarité nationale	7 275 706 303	7 266 116 581	-9 589 722
22.759.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
22.759.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 356 426 525*	*4 346 836 581*	*-9 589 944*
22.759.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*200 000 000*	*200 000 000*	*0*
22.759.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 719 279 778*	*2 719 280 000*	*222*
22.759.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
22.759.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
22.766	Protection sociale	65 179 076 544	75 753 890 235	10 574 813 691
22.766.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
22.766.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 984 798 849*	*90 781 115*	*-1 894 017 734*
22.766.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
22.766.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*63 144 277 695*	*75 588 109 120*	*12 443 831 425*
22.766.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
22.766.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (17/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
22.773	Pilotage et soutien à la politique de protection sociale	50 000 000	75 000 000	25 000 000
22.773.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
22.773.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
22.773.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
22.773.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
22.773.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
22.773.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
23	**Provisions**	**15 021 687 552**	**5 084 529 133**	**-9 937 158 420**
23.780	Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	15 021 687 552	5 084 529 133	-9 937 158 420
23.780.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
23.780.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
23.780.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 595 834 666*	*2 428 492 369*	*-167 342 298*
23.780.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*5 956 736 629*	*1 578 885 877*	*-4 377 850 752*
23.780.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*6 469 116 257*	*1 077 150 887*	*-5 391 965 370*
23.780.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
23.781	Dotation pour risques de mise en jeu des garanties et avals donnés par l'Etat	0	0	0
23.781.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
23.781.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
23.781.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
23.781.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
23.781.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
23.781.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
24	**Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières**	**40 766 540 607**	**39 857 703 758**	**-908 836 849**
24.787	Gestion, promotion et valorisation des ressources énergetiques	19 095 280 417	9 501 766 767	-9 593 513 649
24.787.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
24.787.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*691 830 417*	*294 857 676*	*-396 972 740*
24.787.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*30 000 000*	*75 000 000*	*45 000 000*
24.787.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*8 028 500 000*	*8 031 909 091*	*3 409 091*
24.787.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*10 344 950 000*	*1 100 000 000*	*-9 244 950 000*
24.787.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
24.794	Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	13 903 060 523	18 536 936 202	4 633 875 680
24.794.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
24.794.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*22 996 151*	*195 664 012*	*172 667 862*
24.794.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*342 395 000*	*300 000 000*	*-42 395 000*
24.794.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 306 000 000*	*1 367 400 000*	*61 400 000*
24.794.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*12 231 669 372*	*16 673 872 190*	*4 442 202 818*
24.794.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
24.801	Gestion de la radioactivité	94 503 071	119 332 779	24 829 707
24.801.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
24.801.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*6 472 071*	*6 301 779*	*-170 293*
24.801.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
24.801.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*38 031 000*	*38 031 000*	*0*
24.801.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
24.801.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (18/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
24.808	Pilotage et soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	837 557 217	668 276 360	-169 280 857
24.808.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
24.808.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*787 557 217*	*593 276 360*	*-194 280 857*
24.808.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
24.808.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
24.808.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
24.808.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
24.815	Gestion et contrôle des activités pétrolières	5 937 875 448	4 073 148 555	-1 864 726 893
24.815.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
24.815.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 410 700 892*	*1 699 162 114*	*-711 538 778*
24.815.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*427 540 910*	*300 000 000*	*-127 540 910*
24.815.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 099 633 646*	*1 123 986 441*	*24 352 795*
24.815.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*2 000 000 000*	*950 000 000*	*-1 050 000 000*
24.815.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
24.822	Pilotage et soutien aux politiques pétrolières et d'hydrocarbures	898 263 930	6 958 243 094	6 059 979 164
24.822.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
24.822.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*357 092 316*	*6 758 243 094*	*6 401 150 778*
24.822.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*541 171 614*	*200 000 000*	*-341 171 614*
24.822.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
24.822.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
24.822.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
25	**Santé**	**98 604 537 871**	**121 103 949 520**	**22 499 411 649**
25.829	Prévention et sécurité sanitaire	22 032 882 254	21 347 743 767	-685 138 486
25.829.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
25.829.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*14 762 939 086*	*15 240 372 462*	*477 433 377*
25.829.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 358 707 553*	*2 996 135 690*	*637 428 137*
25.829.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*4 611 235 615*	*3 111 235 615*	*-1 500 000 000*
25.829.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*300 000 000*	*0*	*-300 000 000*
25.829.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
25.836	Offre et accès aux soins	65 759 510 671	90 652 081 114	24 892 570 442
25.836.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
25.836.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*43 466 302 786*	*46 626 914 167*	*3 160 611 381*
25.836.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*10 000 000 001*	*11 187 000 000*	*1 186 999 999*
25.836.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*7 253 315 384*	*8 253 315 384*	*1 000 000 000*
25.836.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*5 039 892 500*	*24 584 851 563*	*19 544 959 063*
25.836.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
25.843	Lutte contre le SIDA	3 180 122 483	2 643 419 468	-536 703 015
25.843.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
25.843.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 170 762 481*	*109 059 468*	*-1 061 703 013*
25.843.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 000 000 000*	*2 525 000 000*	*525 000 000*
25.843.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*9 360 002*	*9 360 000*	*-2*
25.843.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
25.843.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (19/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
25.850	Pilotage et soutien à la politique sanitaire	7 632 022 463	6 460 705 171	-1 171 317 292
25.850.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
25.850.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*6 013 945 589*	*6 310 705 171*	*296 759 582*
25.850.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*118 076 874*	*150 000 000*	*31 923 126*
25.850.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
25.850.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 500 000 000*	*0*	*-1 500 000 000*
25.850.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
26	**Sécurité**	**46 156 999 354**	**50 077 999 849**	**3 921 000 495**
26.857	Gendarmerie nationale	4 207 655 258	3 900 682 701	-306 972 557
26.857.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
26.857.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 284 430 250*	*2 900 682 701*	*-383 747 549*
26.857.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*923 225 008*	*1 000 000 000*	*76 774 992*
26.857.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
26.857.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
26.857.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
26.864	Police nationale	41 949 344 096	46 177 317 148	4 227 973 053
26.864.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
26.864.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*40 927 297 659*	*44 852 317 148*	*3 925 019 490*
26.864.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 022 046 437*	*1 300 000 000*	*277 953 563*
26.864.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*25 000 000*	*25 000 000*
26.864.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
26.864.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
27	**Stratégie économique**	**69 063 074 165**	**90 255 297 530**	**21 192 223 365**
27.871	Elaboration et pilotage politique économique	54 427 888 056	74 835 646 002	20 407 757 946
27.871.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
27.871.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 617 491 105*	*3 666 866 280*	*49 375 174*
27.871.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*377 715 490*	*3 335 004 412*	*2 957 288 922*
27.871.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*23 181 431 461*	*23 713 628 569*	*532 197 108*
27.871.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 751 250 000*	*4 122 600 000*	*2 371 350 000*
27.871.6	*Titre 6. Autres dépenses*	*25 500 000 000*	*39 997 546 741*	*14 497 546 741*
27.878	Concurrence et protection consommateur	3 382 561 348	3 704 259 496	321 698 148
27.878.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
27.878.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 412 515 806*	*2 709 213 495*	*296 697 689*
27.878.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*413 682 496*	*438 683 000*	*25 000 504*
27.878.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*556 363 045*	*556 363 000*	*-45*
27.878.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
27.878.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
27.885	Pilotage et soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	11 252 624 761	11 715 392 032	462 767 271
27.885.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
27.885.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 883 678 119*	*9 044 250 239*	*5 160 572 120*
27.885.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*537 250 467*	*537 250 467*	*0*
27.885.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 100 277 800*	*2 133 891 326*	*1 033 613 526*
27.885.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*5 731 418 375*	*0*	*-5 731 418 375*
27.885.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (20/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
28	**Fonction publique et modernisation de l'Etat**	**14 225 204 461**	**7 505 998 258**	**-6 719 206 203**
28.892	Fonction publique	11 998 066 712	4 339 107 866	-7 658 958 845
28.892.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
28.892.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 407 290 002*	*3 462 820 866*	*55 530 865*
28.892.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*601 580 710*	*601 581 000*	*290*
28.892.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*489 196 000*	*274 706 000*	*-214 490 000*
28.892.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*7 500 000 000*	*0*	*-7 500 000 000*
28.892.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
28.899	Modernisation de l'Etat	237 408 674	373 449 832	136 041 158
28.899.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
28.899.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*97 408 674*	*233 449 832*	*136 041 158*
28.899.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*140 000 000*	*140 000 000*	*0*
28.899.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
28.899.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
28.899.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
28.906	Pilotage et soutien à la politique de fonction publique	1 989 729 076	2 793 440 560	803 711 484
28.906.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
28.906.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 694 259 076*	*2 297 970 560*	*603 711 484*
28.906.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*295 470 000*	*495 470 000*	*200 000 000*
28.906.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
28.906.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
28.906.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
28.901	Pilotage et soutien à la politique de réforme de l'Etat	0	0	0
28.901.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
28.901.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
28.901.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
28.901.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
28.901.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
28.901.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
29	**Travail, emploi et formation professionnelle**	**26 378 270 676**	**33 634 052 938**	**7 255 782 262**
29.913	Promotion de l'emploi et du travail décent	3 663 498 509	9 734 200 487	6 070 701 977
29.913.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
29.913.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 840 294 391*	*2 812 896 487*	*-27 397 905*
29.913.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*223 874 118*	*1 321 974 000*	*1 098 099 882*
29.913.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*599 330 000*	*599 330 000*	*0*
29.913.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		*5 000 000 000*	*5 000 000 000*
29.913.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
29.920	Formation professionnelle	20 252 315 728	21 118 009 348	865 693 620
29.920.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
29.920.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 543 916 461*	*2 822 946 634*	*279 030 173*
29.920.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*241 371 567*	*725 000 000*	*483 628 433*
29.920.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
29.920.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*17 467 027 700*	*17 570 062 714*	*103 035 014*
29.920.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (21/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
29.927	Pilotage et soutien aux politiques du travail, de l'emploi, de la formation technique et professionnelle	2 462 456 439	2 781 843 103	319 386 664
29.927.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
29.927.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 392 628 939*	*2 706 843 103*	*314 214 164*
29.927.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*69 827 500*	*75 000 000*	*5 172 500*
29.927.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
29.927.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
29.927.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30	**Dépenses transversales**	**62 684 758 431**	**45 684 837 659**	**-16 999 920 772**
30.934	Dotation pour dépenses d'utilité publique	20 285 473 500	20 441 723 500	156 250 000
30.934.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.934.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.934.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*20 285 473 500*	*20 441 723 500*	*156 250 000*
30.934.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
30.934.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
30.934.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30.941	Dotation pour dépenses à caractère politique	18 697 307 150	7 197 307 150	-11 500 000 000
30.941.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.941.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.941.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 197 307 150*	*1 197 307 150*	*0*
30.941.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*6 500 000 000*	*6 000 000 000*	*-500 000 000*
30.941.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*11 000 000 000*	*0*	*-11 000 000 000*
30.941.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30.948	Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	18 261 179 873	12 330 807 009	-5 930 372 864
30.948.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.948.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.948.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*0*	*11 180 807 009*	*11 180 807 009*
30.948.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*0*	*0*	*0*
30.948.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*18 261 179 873*	*1 150 000 000*	*-17 111 179 873*
30.948.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30.962	Dotation pour frais de transport et de déplacement	532 500 000	565 000 000	32 500 000
30.962.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.962.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.962.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*532 500 000*	*565 000 000*	*32 500 000*
30.962.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
30.962.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
30.962.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30.969	Dotation pour primes d'assurance	0	1 000 000 000	1 000 000 000
30.969.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.969.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.969.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*0*	*1 000 000 000*	*1 000 000 000*
30.969.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
30.969.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
30.969.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (22/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
30.976	Dotation pour dépenses d'hospitalisation et d'inhumation	1 574 478 148	1 750 000 000	175 521 852
30.976.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.976.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.976.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*0*	*500 000 000*	*500 000 000*
30.976.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 574 478 148*	*1 250 000 000*	*-324 478 148*
30.976.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
30.976.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30.983	Dotation pour accessoires de bourses et aides aux familles	200 000 000	200 000 000	0
30.983.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.983.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.983.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*		*0*	*0*
30.983.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*200 000 000*	*200 000 000*	*0*
30.983.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
30.983.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30.990	Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques	500 000 000	200 000 000	-300 000 000
30.990.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.990.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.990.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
30.990.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
30.990.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*500 000 000*	*200 000 000*	*-300 000 000*
30.990.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30.995	Dotation pour fonds d'investissement provincial	0	0	0
30.995.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.995.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.995.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
30.995.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
30.995.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*0*		*0*
30.995.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30.997	Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	2 333 819 760	1 500 000 000	-833 819 760
30.997.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.997.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.997.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
30.997.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
30.997.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*2 333 819 760*	*1 500 000 000*	*-833 819 760*
30.997.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30.998	Dotation pour fonds d'études sectorielles	300 000 000	500 000 000	200 000 000
30.998.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.998.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.998.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
30.998.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
30.998.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*300 000 000*	*500 000 000*	*200 000 000*
30.998.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (23/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
30.999	Dotation pour dépenses de pensions	0	0	0
30.999.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.999.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.999.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
30.999.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*0*	*0*
30.999.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
30.999.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30.952	Dotation pour frais d'entretien du système d'information budgétaire	0	0	0
30.952.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.952.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.952.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*0*		*0*
30.952.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
30.952.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
30.952.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
31	**Autorités administratives indépendantes et de régulation**	**25 729 012 068**	**4 175 694 304**	**-21 553 317 764**
31.285	Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)	10 900 000	25 000 000	14 100 000
31.285.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
31.285.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
31.285.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
31.285.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*10 900 000*	*25 000 000*	*14 100 000*
31.285.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
31.285.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
31.280	Agence Gabonaise de Sureté et de Sécurite Nucléaire (AGSSN)	24 332 086	145 198 882	120 866 796
31.280.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
31.280.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*13 532 086*	*120 198 882*	*106 666 796*
31.280.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
31.280.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*10 800 000*	*25 000 000*	*14 200 000*
31.280.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
31.280.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
31.260	Agence de Régulation de la Communication Electronique et de la Poste (ARCEP)	0	0	0
31.260.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
31.260.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
31.260.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
31.260.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*0*		*0*
31.260.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
31.260.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
31.250	Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	580 567 031	564 503 329	-16 063 702
31.250.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
31.250.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*51 101 591*	*35 037 889*	*-16 063 702*
31.250.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
31.250.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*529 465 440*	*529 465 440*	*0*
31.250.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
31.250.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (24/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
31.255	Centre Gabonais des Elections (CGE)	23 395 954 346	556 819 114	-22 839 135 232
31.255.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
31.255.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*366 887 996*	*326 819 114*	*-40 068 882*
31.255.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*23 029 066 350*	*230 000 000*	*-22 799 066 350*
31.255.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
31.255.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
31.255.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
31.262	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	1 004 113 227	845 459 425	-158 653 801
31.262.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
31.262.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*827 496 227*	*668 842 425*	*-158 653 801*
31.262.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*166 617 000*	*166 617 000*	*0*
31.262.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*10 000 000*	*10 000 000*	*0*
31.262.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
31.262.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
31.283	Commission Nationale des droits de l'Homme	55 046 072	83 271 072	28 225 000
31.283.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
31.283.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*8 271 072*	*8 271 072*	*0*
31.283.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*46 775 000*	*75 000 000*	*28 225 000*
31.283.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
31.283.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
31.283.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
31.291	Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	509 995 136	347 099 489	-162 895 648
31.291.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
31.291.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*349 995 136*	*147 099 489*	*-202 895 648*
31.291.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*160 000 000*	*200 000 000*	*40 000 000*
31.291.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
31.291.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
31.291.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
31.295	Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	148 104 170	390 412 000	242 307 830
31.295.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
31.295.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
31.295.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*148 104 170*	*200 000 000*	*51 895 830*
31.295.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*190 412 000*	*190 412 000*
31.295.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
31.295.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
31.227	Haute Autorité de la Communication (HAC)	0	1 187 930 992	1 187 930 992
31.295.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
31.295.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*		*969 686 992*	*969 686 992*
31.295.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*		*200 000 000*	*200 000 000*
31.295.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*18 244 000*	*18 244 000*
31.295.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
31.295.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (25/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
31.259	Autorité de Régulation des Produits Agricoles du Gabon (ARPAG)		30 000 000	30 000 000
31.259.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
31.259.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
31.259.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
31.259.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*30 000 000*	*30 000 000*
31.259.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
31.259.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
Total budget général		**1 869 676 947 438**	**1 969 089 280 685**	**99 412 333 247**
	Titre 1. Charges financières de la dette	*231 951 184 423*	*251 460 378 906*	*19 509 194 484*
	Titre 2. Dépenses de personnel	*640 858 847 584*	*672 760 000 000*	*31 901 152 416*
	Titre 3. Dépenses de biens et services	*315 075 292 293*	*316 066 908 563*	*991 616 270*
	Titre 4. Dépenses de transfert	*259 368 566 706*	*254 784 248 463*	*-4 584 318 243*
	Titre 5. Dépenses d'investissement	*352 923 056 432*	*423 757 390 011*	*70 834 333 579*
	Titre 6. Autres dépenses	*69 500 000 000*	*49 997 546 741*	*-19 502 453 259*
60	**Pensions**	**56 100 000 000**	**61 556 778 925**	**5 456 778 925**
60.703	Pensions civiles, militaires et contractuels de l'Etat	48 798 752 836	54 255 531 761	5 456 778 925
60.703.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
60.703.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
60.703.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
60.703.4	*Titre 4. Dépenses de transferts*	*48 798 752 836*	*54 255 531 761*	*5 456 778 925*
60.703.5	*Titre 5. Dépenses d'Investissement*			*0*
60.703.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
60.710	Pensions spéciales	7 301 247 164	7 301 247 164	0
60.710.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
60.710.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
60.710.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
60.710.4	*Titre 4. Dépenses de transferts*	*7 301 247 164*	*7 301 247 164*	*0*
60.710.5	*Titre 5. Dépenses d'Investissement*			*0*
60.710.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
61	**Service universel des communications électroniques**	**14 879 000 000**	**2 394 424 740**	**-12 484 575 260**
61.145	Accès généralisé des services de la téléphonie mobile et d'internet	14 879 000 000	2 394 424 740	-12 484 575 260
61.145.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
61.145.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
61.145.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
61.145.4	*Titre 4. Dépenses de transferts*			*0*
61.145.5	*Titre 5. Dépenses d'Investissement*	*14 879 000 000*	*2 394 424 740*	*-12 484 575 260*
61.145.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
62	**Prestations familiales et sociales**	**16 500 000 000**	**16 500 000 000**	**0**
62.985	Aide à l'enfance	16 500 000 000	12 000 000 000	-4 500 000 000
62.985.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
62.985.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
62.985.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
62.985.4	*Titre 4. Dépenses de transferts*	*16 500 000 000*	*12 000 000 000*	*-4 500 000 000*
62.985.5	*Titre 5. Dépenses d'Investissement*			*0*
62.985.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (26/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
62.986	Aide à la maternité	0	4 500 000 000	4 500 000 000
62.986.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
62.986.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
62.986.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
62.986.4	*Titre 4. Dépenses de transferts*		*4 500 000 000*	*4 500 000 000*
62.986.5	*Titre 5. Dépenses d'Investissement*			*0*
62.986.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
63	**Promotion du sport**	**5 733 592 368**	**6 044 284 424**	**310 692 055**
63.233	Sport pour tous, sport de proximité	2 866 796 184	3 022 142 212	155 346 028
63.233.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
63.233.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
63.233.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 433 398 092*	*1 511 071 106*	*77 673 014*
63.233.4	*Titre 4. Dépenses de transferts*			*0*
63.233.5	*Titre 5. Dépenses d'Investissement*	*1 433 398 092*	*1 511 071 106*	*77 673 014*
63.233.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
63.235	Sport amateur, d'élite et professionnel	2 866 796 184	3 022 142 212	155 346 028
63.235.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
63.235.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
63.235.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 433 398 092*	*1 511 071 106*	*77 673 014*
63.235.4	*Titre 4. Dépenses de transferts*			*0*
63.235.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 433 398 092*	*1 511 071 106*	*77 673 014*
63.235.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
64	**Promotion audiovisuelle et cinématographique**	**1 972 000 000**	**1 899 036 000**	**-72 964 000**
64.433	Production des contenus audiovisuels	1 163 747 264	1 120 688 615	-43 058 649
64.433.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
64.433.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
64.433.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*387 915 754*	*373 562 871*	*-14 352 883*
64.433.4	*Titre 4. Dépenses de transferts*			*0*
64.433.5	*Titre 5. Dépenses d'Investissement*	*775 831 509*	*747 125 744*	*-28 705 766*
64.433.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
64.434	Production des contenus cinématographiques	808 252 736	778 347 385	-29 905 351
64.434.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
64.434.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
64.434.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*269 417 579*	*259 449 129*	*-9 968 450*
64.434.4	*Titre 4. Dépenses de transferts*			*0*
64.434.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*538 835 157*	*518 898 256*	*-19 936 901*
64.434.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
65	**Formation pour l'emploi**	**4 191 000 000**	**2 296 476 000**	**-1 894 524 000**
65.923	Formation initiale	2 486 451 492	1 148 238 000	-1 338 213 492
65.923.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
65.923.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
65.923.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*669 830 224*	*382 746 000*	*-287 084 224*
65.923.4	*Titre 4. Dépenses de transferts*			*0*
65.923.5	*Titre 5. Dépenses d'Investissement*	*1 816 621 268*	*765 492 000*	*-1 051 129 268*
65.923.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (27/27)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
65.924	Formation continue	1 704 548 508	1 148 238 000	-556 310 508
65.924.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
65.924.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
65.924.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*727 169 776*	*382 746 000*	*-344 423 776*
65.924.4	*Titre 4. Dépenses de transferts*			*0*
65.924.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*977 378 732*	*765 492 000*	*-211 886 732*
65.924.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
68	**Gestion du patrimoine routier et qualité des carburants**	**0**	**17 939 147 668**	**17 939 147 668**
68.931	Gestion du patrimoine routier	0	16 145 232 902	16 145 232 902
68.931.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
68.931.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
68.931.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
68.931.4	*Titre 4. Dépenses de transferts*			*0*
68.931.5	*Titre 5. Dépenses d'Investissement*		*16 145 232 902*	*16 145 232 902*
68.931.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
68.932	Contrôle de la qualité des produits pétroliers	0	1 793 914 767	1 793 914 767
68.932.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
68.932.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
68.932.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*		*1 793 914 767*	*1 793 914 767*
68.932.4	*Titre 4. Dépenses de transferts*			*0*
68.932.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		*0*	*0*
68.932.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
69	**Promotion du logement décent**	**0**	**4 442 428 687**	**4 442 428 687**
69.938	Offre de logement	0	3 998 185 818	3 998 185 818
69.938.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
69.938.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
69.938.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*		*444 242 869*	*444 242 869*
69.938.4	*Titre 4. Dépenses de transferts*			*0*
69.938.5	*Titre 5. Dépenses d'Investissement*		*3 553 942 949*	*3 553 942 949*
69.938.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
69.939	Accès au logement	0	444 242 869	444 242 869
69.939.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
69.939.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
69.939.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*		*444 242 869*	*444 242 869*
69.939.4	*Titre 4. Dépenses de transferts*			*0*
69.939.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		*0*	*0*
69.939.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
Total CAS		**99 375 592 368**	**113 072 576 443**	**13 696 984 075**
	Titre 1. Charges financières de la dette	*0*	*0*	*0*
	Titre 2. Dépenses de personnel	*0*	*0*	*0*
	Titre 3. Dépenses de biens et services	*4 921 129 518*	*7 103 046 716*	*2 181 917 198*
	Titre 4. Dépenses de transfert	*72 600 000 000*	*78 056 778 925*	*5 456 778 925*
	Titre 5. Dépenses d'investissement	*21 854 462 851*	*27 912 750 803*	*6 058 287 952*
	Titre 6. Autres dépenses	*0*	*0*	*0*
Total budget de l'Etat		**1 969 052 539 806**	**2 082 161 857 128**	**113 109 317 322**
	Titre 1. Charges financières de la dette	*231 951 184 423*	*251 460 378 906*	
	Titre 2. Dépenses de personnel	*640 858 847 584*	*672 760 000 000*	
	Titre 3. Dépenses de biens et services	*319 996 421 811*	*323 169 955 279*	
	Titre 4. Dépenses de transfert	*331 968 566 706*	*332 841 027 388*	
	Titre 5. Dépenses d'investissement	*374 777 519 283*	*451 670 140 813*	
	Titre 6. Autres dépenses	*69 500 000 000*	*49 997 546 741*	

Article 61 : Aucun budget annexe n'est prévu pour l'année budgétaire 2019.

CHAPITRE II – DES PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS

Article 62 : Les plafonds d'autorisations d'emplois des ministères, des autorités administratives et des institutions sont globalement arrêtés à **102.079** agents.

La masse salariale indexée à ces effectifs est fixée à **six cent soixante-douze milliards sept cent soixante millions (672.760.000.000) F CFA**.

Le détail de ces plafonds se présente ainsi qu'il suit :

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat par ministère

Codes	Libellés	Effectifs	Masse salariale
21	Ministère des Relations avec les Institutions Constitutionnelles	130	812 537 960
22	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Garde des Sceaux	2 801	22 270 765 067
23	Ministère de l'Egalité des chances, chargé de la Décennie de la femme	28	216 447 456
25	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de la Francophonie et de l'Integration Régionale	668	10 867 362 034
31	Ministère de la Défense Nationale	21 127	135 212 923 343
41	Ministère de la Fonction Publique, de la Modernisation du Service Public, chargé de la Réforme de l'Etat	871	5 994 241 258
42	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité chargé de la Décentralisation du Développement Local	8 685	49 893 489 033
43	Ministère de la Communication, Porte-parole du Gouvernement	1 495	9 974 572 573
51	Ministère du Budget et des Comptes publics	4 548	28 377 717 927
52	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat	73	352 094 157
53	Ministère de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement	3 074	23 140 335 270
54	Ministère de l'Industrie et de l'Entreprenariat National	168	864 420 473
55	Ministère du Commerce	1 138	6 600 688 608
61	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, chargédu Programme Graine	1 296	6 256 630 147
62	Ministère des Eaux et Forêts, chargéde l'Environnement et du Développement Durable	1 635	8 551 042 386
63	Ministère de Pêche et de la Mer	355	1 533 065 538
64	Ministère de l'Equipement, des Infrastructures et des Mines	2 697	11 758 108 935
65	Ministère de l'Habitat	1 228	6 123 675 400
67	Ministère de l'Eau et de l'Énergie	148	1 090 099 828
68	Ministère du Pétrole et des Hydrocarbures	503	8 457 405 208
71	Ministère des Transports et de la Logistique	1 150	6 669 257 320
81	Ministère de l'Education Nationale	23 753	157 763 290 553
83	Ministère des Sports et de la Culture, chargé du Tourisme	1 599	9 725 925 928

84	Ministre de l'Enseignement Supérieur	3 156	31 012 846 376
91	Ministère de la Santé et de la Famille	13 308	74 497 220 882
92	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse, chargé de la Formation Professionnelle	1 250	8 342 686 224
93	Ministère de la Protection Sociale et de la Solidarité Nationale	960	4 437 617 696
Total Ministères		**97 844**	**630 796 467 579**

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat
(Autorité autonomes et Institutions)

Codes	Libellés	Effectifs	Masse salariale
11	Présidence de la République	1 364	12 594 306 718
12	Sénat	345	3 753 485 085
13	Assemblée Nationale	491	5 383 747 291
14	Conseil d'Etat	24	168 146 731
15	Primature	938	8 136 585 011
16	Cour Constitutionnelle	105	1 317 005 183
17	Cour des Comptes	352	3 853 955 743
18	Cour de Cassation	275	3 433 653 134
22	Commission Nationale de Droits de l'Homme	2	8 271 072
26	Conseil Economique, Social et Environnemental	108	814 848 931
27	Haute Autorité de la Communication	91	969 686 992
28	Conseil National de la Démocratie	7	220 925 565
29	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite	47	668 842 425
46	Centre Gabonais des Elections	36	326 819 114
47	Médiature de la République	5	10 917 166
48	Commission Nationale de Protection des Données à Cartactère Personnel	15	147 099 489
53	Agence Nationale des Investigations Financières	14	35 037 889
67	Agence Gabonaise de Sureté et de Sécurite Nucléaire	16	120 198 882
Total Entités Autonomes et Institutions		**4 235**	**41 963 532 421**
TOTAL GENERAL		**102 079**	**672 760 000 000**

Article 63 : La hausse de la masse salariale au sein des établissements publics et assimilés est désormais conditionnée par la preuve de leurs capacités à autofinancer durablement pendant au moins quinze ans, l'augmentation des charges de personnel induite par de nouveaux recrutements ou la revalorisation de leur grille salariale.

Tous les établissements publics et assimilés sont tenus de déclarer auprès des services du ministère en charge du budget, le bilan et les résultats prévisionnels sur une période de cinq ans au moins et les états des dépenses de personnel comprenant les informations ci-après :

- la liste nominative et l'état de salaires et traitements annuels de chaque agent ;
- le plan de gestion prévisionnelle des effectifs sur quinze ans ;
- les fiches de postes de chaque agent.

TITRE II : DES GARANTIES CONSENTIES PAR L'ETAT

Article 64 : Le Gouvernement ne consent aucune garantie au titre de l'année budgétaire 2019.

TITRE III : DES CONVENTIONS DE PRETS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

Article 65 : Le niveau des nouvelles conventions de prêts projets avec les bailleurs de fonds, y compris les dons, est arrêté à **trente-huit milliards huit cent cinquante-six millions deux cent quatre-vingt-trois mille neuf cent quinze (38.856.283.915) F CFA**.

Article 66 : Le niveau global des tirages des nouvelles et anciennes conventions, y compris les dons, est arrêté, pour l'année 2019, à **quatre cent soixante-douze milliards deux cent quatre-vingt-seize millions quarante-cinq mille deux cent deux (472.296.045.202) F CFA.**

Le détail de ces tirages se présente, en millions de F CFA, ainsi qu'il suit :

Tableau détaillé des tirages sur financements extérieurs (1/2)

Créancier	Libellé projet	Montant
Tirages prêts projets		**183 599**
Tirages en cours		**144 743**
Agence Française de Développement (AFD)	RENFORCEMENT DES STRUCTURES SANITAIRES (PNDS II)	2 255
Agence Française de Développement (AFD)	PROG. INVEST. SECTEUR EDUCATION	3 672
Agence Française de Développement (AFD)	REHABILITATION TRANSGABONAIS	9 839
Exim Bank China	ROUTE FORASOL MBEGHA	3 857
Exim Bank China	CONSTRUCT. 3 CENTRES FORMATION PROFESSIONNELLE	5 796
Exim Bank China	ROUTE POG OMBOOUE	41 038
Exim Bank China	TRAVAUX DE REHAB. ET AMELIORATION DES VOIRIES DE LIBREVILLE	7 161
Banque Africaine de Développement (BAD)	APPUI EMPLOYABILITE DES JEUNES	6 441
Banque Africaine de Développement (BAD)	APPUI AU POGRAMME GRAINE	3 636
Banque Mondiale	PROMO. INVEST. ET COMPETITIVITE	2 857
Banque Mondiale	PROJET APPUI EMPLOYABILITE DES JEUNES	3 291
Banque Mondiale	PROG. DVPT INFRASTRUCTURES	7 453
Banque Mondiale	RENF. CAPACITES SERVICES RURAUX	3 574
Banque Mondiale	E-GABON	9 566
Banque Mondiale	DORSALE TELECOMMUNICATION P. II	3 313
Banque Mondiale	DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE AU GABON	201
FOND INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)	PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL	1 637
Fonds Européen de Développement (FED)	AMENAGEMENT BASSIN NZENG AYONG	3 458
Société Générale	PROJET SECURITE III	700
China Construction Bank (CCB)	CONCEPTION ET CONSTRUCTION PALAIS DES SPORTS LBV	5 945
CONCEPTION ET CONSTRUCTION PALAIS DES SPORTS LBV	TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'AMENAGEMENT DES VOIRIES MUNICIPALES DE LIBREVILLE	19 053

Tableau détaillé des tirages sur financements extérieurs (2/2)

Créancier	Libellé projet	Montant
Tirages nouvelles conventions de prêts projets		**38 856**
Exim Bank China	TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE LA ROUTE NATIONALE 1 (TRONCONS PK12 – PK 74 et PK94-PK105)	9 783
Banque Africaine de Développement (BAD)	Projet d'Appui à la Diversification de l'Economie Gabonaise (PADEG)	8 231
Banque Islamique de Développement (BID)	AMENAGEMENT BASSIN VERSANT TERRE NOUVELLE	8 445
Banque Européenne d'Investissement (BEI)	AMENAGEMENT BASSIN VERSANT LOWE IAI	12 398
Tirages nouvelles conventions de prêts programmes		**288 697**
Total tirages prêts programmes sur emprunts bilatéraux		**49 197**
Agence Française de Développement (AFD)	APPUI BUDGETAIRE 2017-2019	49 197
Total tirages prêts programmes sur emprunts multilatéraux		**239 500**
Banque Mondiale	APPUI BUDGETAIRE 2017-2019	121 800
Fonds Monétaire International	APPUI BUDGETAIRE 2017-2019	117 700
Total tirages sur financements extérieurs		**472 296**

TITRE IV : DES PRETS ET AVANCES

Article 67 : Les prêts, avances et dépôts se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau résumé des prêts et dépôts

Prêts et avances	LFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	*Prêts et avances*
Prêts et avances	**261 261**	**29 851**	**-231 410**	**-88,57%**
Fonds Souverain de la RG	69 839	-	-69 839	-100,00%
Prets nets à SOGARA	32 690	25 331	-7 359	-22,51%
Dépôts BEAC	158 732	1 520	-157 212	-99,04%
Prise de participations		3 000		

TITRE V : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 68 : L'exécution des dépenses au titre des comptes d'affectation spéciale, en abrégé CAS, et des attributions des produits obéit à la procédure d'engagement-liquidation-ordonnancement-paiement applicable au budget général de l'Etat.

Les virements au titre de l'exécution de l'année en cours, ne peuvent excéder 2% des crédits ouverts et doivent être immédiatement communiqués pour information au Parlement.

Article 69 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 70 : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée, publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat. /. -

Fait à Libreville, le

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat ;

Ali BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement ;

Emmanuel ISSOZE NGONDET

Le Ministre d'Etat, Ministre du Budget et des Comptes Publics ;

Jean Fidèle OTANDAULT

Le Ministre de l'Économie, de la Prospective
et de la Programmation du Développement.

Jean-Marie OGANDAGA